

Votre confort nous tient à cœur  
VENTE, LOCATION, INSTALLATION D'APPAREILS DE CHAUFFAGE  
688-1820 F. DUFRESNE

PRIORITE #1  
VOTRE SATISFACTION  
DIVALON  
CHRYSLER PLYMOUTH L.T.E.E.  
Venez en profiter  
2015, BOUL. CHAREST  
SAINTE-FOY  
687-5510

LUNDI 1er OCTOBRE 1990

QUEBEC, 94e ANNÉE, NO 271  
46 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE 07 JOURS 3 008  
RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 90¢

50c

## L'AUTOMOBILE

### Acheter avant ou après la TPS: un dilemme



En théorie, un acheteur pourrait épargner jusqu'à 1000 \$ sur une auto s'il attend l'entrée en vigueur de la TPS. Mais les modèles 91 seront sans doute plus chers et il faut s'attendre

à de nombreux escomptes d'ici la fin de l'année, ce qui est loin de trancher la question. Par ailleurs notre chroniqueur Robert Fleury fait cette semaine l'essai de la Golf de Volkswagen (photo). **B-1 et B-2**

## LE QUEBEC

### Les Warriors d'Oka avaient tout un arsenal

L'armée et la Sûreté du Québec ont montré hier les armes et objets trouvés dans le centre de désintoxication d'Oka après la reddition des Warriors, mercredi. **A-4**

### Deux autres comtés en faveur d'une élection référendaire

Le courant en faveur d'une élection référendaire s'intensifie et cette semaine rebuffade à Jacques Parizeau risque de provoquer une nouvelle crise au PQ. **A-5**

## LA REGION

### Cancer: le CHUL veut un médicament produit à Québec

Le CHUL pilote un projet de plus de 50 millions \$ pour trouver un médicament contre les cancers du sein et de l'utérus, pouvant être produit à Québec. **A-3**

## LE CANADA

### Les Canadiens ne croient pas aux bienfaits du libre-échange

Deux ans après l'entente sur le libre-échange, les Canadiens sont loin d'être convaincus des bienfaits de cet accord, selon un récent sondage Gallup. **A-6**

## AMBIANCES

### L'aménagement de l'espace influence le comportement

Dans un centre commercial, comme dans une boutique, les aires de circulation et de repos sont étudiées pour attirer le client à un endroit plutôt qu'à un autre. **C-1**

## LE MONDE

### Usage de la force pour contrer Saddam Hussein

Pour contrer un Saddam Hussein plus conciliant, les Américains discutent avec les alliés de l'usage de la force pour obtenir le retrait de l'Irak du Koweït. **A-9**

## L'INDEX

Québec et l'Est québécois	A-3 et A-8
Le Québec	A-4, A-5, A-7 et C-10
Le Canada	A-6 et C-9
Le Monde	A-9 et A-11

Ambiances	C-1 à C-3
Annonces classées	C-4 à C-9
Arts	B-6 à B-8
Automobile	Cahier B
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-8
Décès	C-10
Éditorial	A-10
Fauilleton	C-6
Horoscope	C-8
Michel Corbeil	A-8
Mets croisés	C-7
Mot mystère	C-7
Où aller à Québec	B-6
Patron	C-9

## LA METEO

Ciel variable avec vents modérés par moments. Maximum de près de 10; minimum de près de 3. Demain: nuageux avec des éclaircies. **S-16**

## En taxes à la consommation

# Le Québec perd 329 millions \$

Au seul chapitre des taxes à la consommation, le ralentissement économique est en train de creuser un trou de 329 millions \$ dans les revenus du gouvernement du Québec.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Ce trou risque de se creuser encore davantage d'ici la fin de l'année financière si la situation

économique continue de se détériorer. Jusqu'ici, il avait été impossible d'obtenir la plus mince indication relativement à l'effet du ralentissement économique sur les revenus de l'État.

Du côté des dépenses, tout

en refusant obstinément de confirmer le moindre chiffre, le président du Conseil du Trésor, M. Daniel Johnson, a toutefois reconnu être aux prises avec de nouveaux dépassements.

Déjà, au 30 juin, pour ne pas défoncer le niveau prévu de dépenses, on indiquait que les ministères devaient épargner 590 millions \$ à même les crédits

qui leur ont été alloués. Depuis, on a appris que la crise autochtone et l'accroissement de la clientèle de l'aide sociale entraînaient d'autres déboursés imprévus totalisant environ 200 millions \$.

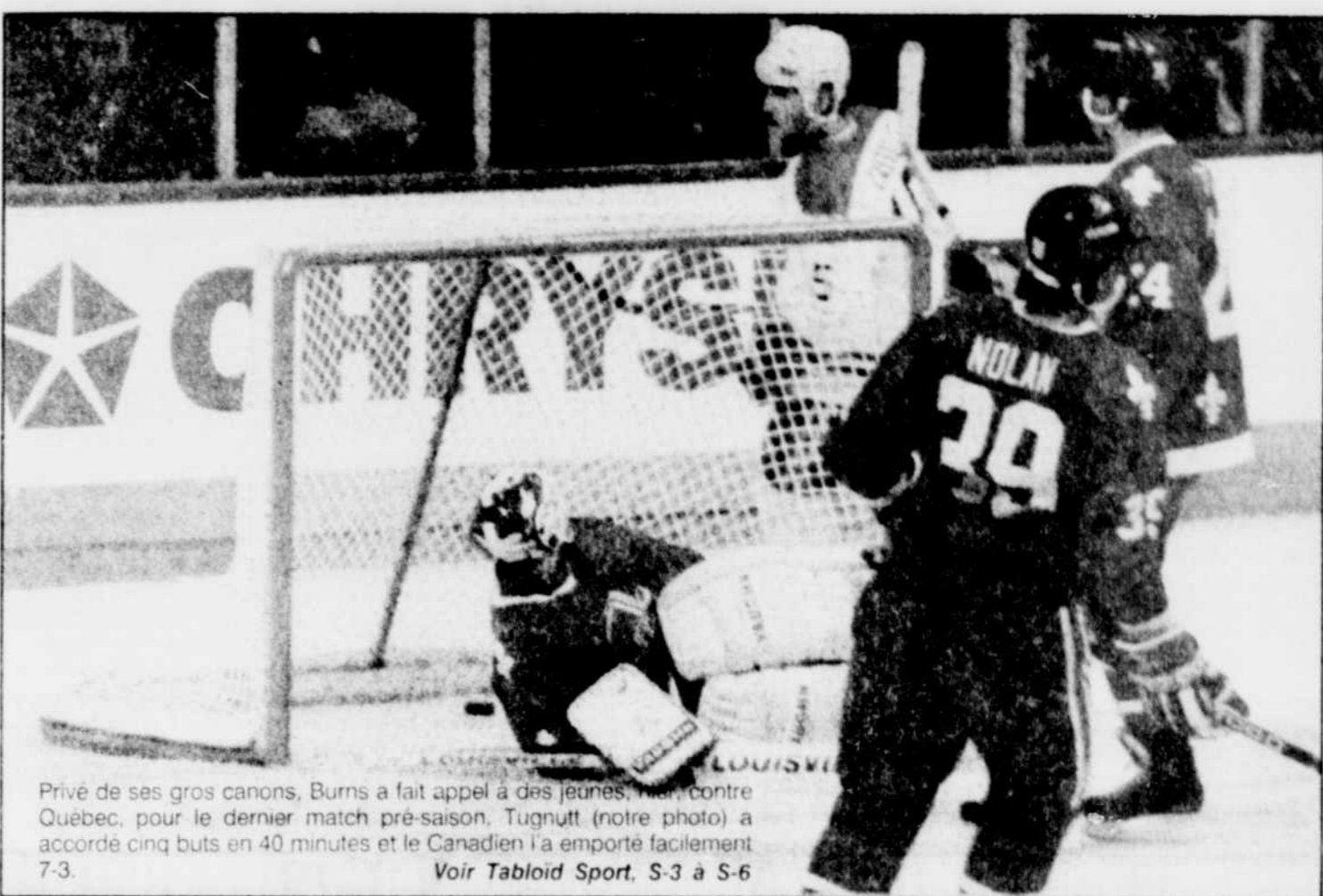
On comprend aisément le problème financier du gouvernement, dont le premier ministre Bourassa disait pourtant

vendredi qu'il « n'est pas catastrophique ».

Selon les dernières prévisions du Conference Board, l'économie québécoise regressera de 0,3 % en 1990, ce qui donnerait une augmentation de 3,8 % du Produit intérieur brut (PIB), compte tenu d'un taux d'inflation de 4,1 %. Or, à la fin d'avril,

Suite A-2, Taxes...

## Le Canadien bat les Nordiques avec ses «jeunes»!



Privé de ses gros canons, Burns a fait appel à des jeunes, hier, contre Québec, pour le dernier match pré-saison. Tugnutt (notre photo) a accordé cinq buts en 40 minutes et le Canadien l'a emporté facilement 7-3.  
Voir Tabloid Sport, S-3 à S-6

## Les leaders du monde ont des objectifs quasi utopiques pour sauver l'enfance

NEW YORK (PC, AFP, NYTNS) — La « Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant » et son Plan d'action signés hier par 71 chefs d'État ou de gouvernement est un projet d'une demi-douzaine d'objectifs ambitieux, que même la plus riche nation de la planète, les États-Unis, aurait de la difficulté à appliquer intégralement.

Ces leaders et monarques du monde ont convenu de travailler ensemble en vue de sauver

la vie d'ici l'an 2000 d'au moins le tiers des 14 millions d'enfants qui, annuellement, meurent avant l'âge de cinq

ans par suite notamment de la malnutrition.

Ils s'engagent aussi, entre autres, à réduire de moitié les taux de mortalité maternelle enregistrés en 1990, à universaliser l'éducation de base et faire en sorte qu'au moins 80 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école primaire achevent le cycle d'enseignement primaire.

Selon certaines évaluations, le Trésor américain devrait effectuer une ponction d'un demi-milliard \$ par année sur les fonds publics pour respecter à la lettre ses engagements. Objectif certes louable mais peut-être irréaliste dans le contexte de restrictions budgétaires aux États-

Suite A-2, Enfance...



Mme Alice Poznanska Parizeau

## Décès de l'écrivaine Alice Parizeau

MONTREAL (PC) — L'écrivaine Alice Poznanska-Parizeau, épouse du chef du Parti québécois Jacques Parizeau, est décédée hier matin à la suite d'une longue maladie.

Mme Parizeau était âgée de 60 ans et souffrait du cancer depuis quelques années.

Alice Poznanska était née le 25 juillet 1930 à Lumiech en Pologne et son enfance a été marquée par la guerre.

Des l'âge de neuf ans, au début de l'occupation nazie, elle fut agent de liaison et l'adolescente prit les armes lors de l'insurrection de Varsovie, en août 1944. La jeune Poznanska fut

Suite A-2, Écrivaine...

Autre texte en page B-6



Tirana, une grande ville de 300 000 habitants où le piéton est roi en raison de l'absence quasi totale de circulation automobile. En plein cœur de la ville (photo en médaillon), à moins de 100 mètres de la gare ferroviaire, la présence de ce véhicule à traction animale est tout à fait normale.

## N'entre pas qui veut dans le dernier bastion du communisme

TIRANA — Le Fokker F-28, dans lequel nous venons de monter à l'aéroport Charles-de-Gaulle, paraît bien petit après le Boeing 747 qui avait amené à Paris une vingtaine de Nord-Américains ayant obtenu des visas pour l'Albanie, ce petit pays des Balkans qui intrigue le monde entier par son isolement et son adhésion rigide aux principes du marxisme-léninisme.

par MICHEL ALLOUCHERIE  
LE SOLEIL

L'heure du départ est arrivée, mais le F-28 est toujours immobile. Il y a manifestement un retard imprévu. La porte de la cabine de pilotage est ouverte et les passagers des premières rangées peuvent entendre le commandant de bord qui discute avec la tour de contrôle.

Le commandant quitte son siège et informe une hôteesse que la police nous envoie d'autres compagnons de voyage.

Quelques minutes plus tard,



un petit camion amène une dizaine de valises en très mauvais état et quelques boîtes de carton. Finalement, un autobus stoppe à côté de l'avion. Quelques policiers en civil et en uniforme escortent les nou-

Suite A-2, Albanie...

Autre texte en page B-5

Suites de la première page

Taxes...

dans son budget, M. Gérard D. Levesque prévoyait plutôt que le PIB grimperait de 5,7 %, dont 1,3 % de croissance réelle.

Les informations obtenues par LE SOLEIL et Radio-Canada révèlent que les revenus provenant des taxes à la consommation totalisaient 3 milliards \$ le 31 août dernier, soit cinq mois après le début de l'année financière.

Par rapport à la même date en 1989, il s'agit d'une augmentation de seulement 2,1 % alors que le budget du ministre des Finances prévoyait que les taxes à la consommation rapporteraient 8,1 % de plus en 1990-91 qu'en 1989-90.

En supposant que la croissance demeurera stable à 2,1 % jusqu'à la fin de l'année financière, le 31 mars prochain, les taxes à la consommation rapporteront un peu plus de 7 milliards \$, soit 415 millions \$ de moins que ce qui était inscrit au budget.

Il faut toutefois soustraire de cette somme les 86 millions \$ de revenus additionnels qu'encaissera le gouvernement en taxant les meubles et les vêtements, à partir du 1er janvier, quand commencera l'année de transition qui doit mener à l'instauration d'une TPS provinciale. Reste donc un solde de 329 millions \$ de manque à gagner pour les coffres de l'État.

Signe évident de la détérioration de l'économie, les revenus provenant de la seule taxe de vente au détail n'ont augmenté que de 0,8 % du 31 août 1989 au 31 août 1990, soit à peine 15 millions \$ de hausse sur un total de plus de 1,9 milliard \$.

Comme la taxe de vente, la taxe sur le tabac ne rapporte pas les revenus escomptés. Au 31 août, les fumeurs avaient payé 232 millions \$ en taxes, une hausse de 3,4 % par rapport à 1989, ce qui est bien moins que les 26,3 % prévus au budget. Si la tendance se maintient, la taxe sur le tabac rapportera seulement 533 millions \$ au lieu des 651 millions \$ inscrits dans le budget.

Le rendement des autres taxes à la consommation est légèrement supérieur aux prévisions. Ainsi, les revenus provenant de la taxe sur les carburants s'élevaient à 527 millions \$, ce qui est de 3,7 % supérieur à l'an dernier, un peu mieux que les 3,1 % espérés dans le budget.

Toujours au 31 août, la taxe sur les repas et hôtellerie, pour laquelle on escomptait un rendement en hausse de 6,7 %, rapportait 216 millions \$, une augmentation de 8,2 %. Enfin, les taxes sur les télécommunications et la publicité électronique ont permis d'amasser 74 millions \$, soit 6,6 % de plus que l'an dernier et mieux que la hausse de 5,7 % anticipé dans le budget.

Ensemble, les taxes à la consommation comptent pour 28 % des revenus autonomes du gouvernement. Les autres sources de financement de l'État, dont la principale est l'impôt sur le revenu, sont aussi affectées par la conjoncture économique.

Présentement, au ministère du Revenu, on est à revoir les prévisions budgétaires à la lumière des résultats obtenus au cours des derniers mois. Le ministère des Finances doit faire le même exercice au cours des prochaines semaines avant de publier, dans environ un mois, la prochaine synthèse des opérations financières du gouvernement.

On verra alors officiellement l'ampleur des compressions budgétaires qui seront nécessaires car le premier ministre soutient encore qu'il peut couper les dépenses sans « affecter les services importants pour la population ». M. Bourassa refuse d'augmenter les impôts ou le déficit prévu qui est de 1,75 milliard \$ sur un budget total de 35,4 milliards \$.

Écrivaine...

faite prisonnière et envoyée au camp de travail d'Oberlangen, en Allemagne, qui fut libérée par les troupes américaines à l'hiver de 1945.

Tous ces souvenirs douloureux devaient inspirer, lorsqu'elle est entrée en littérature au Québec, des romans comme « Les lilas fleurissent à Varsovie », « La charge des sangliers », « L'amour de Jeanne ».

La paix revenue sur l'Europe, elle fut étudiante à Paris, à l'École des Sciences politiques et à la faculté de Droit.

Venue au Québec pour trois semaines, en 1956, Mme Poznanska a choisi de rester, avec le projet d'écrire sur le Grand Nord. Puis elle connut et finit par épouser Jacques Parizeau. Le couple a deux enfants, Bernard et Isabelle.

Robert Bourassa

Dans un communiqué, le premier ministre Robert Bourassa a évoqué « avec tristesse » la perte d'une « femme courageuse, reconnue pour sa générosité personnelle, sa grandeur d'âme ainsi que sa chaleureuse personnalité ». En offrant ses vœux de sympathie, le chef du gouvernement a également souligné l'importante contribution de la défunte dans le domaine des arts et de la culture.

Parlant au nom du Parti québécois, le leader parlementaire Guy Chevrette a lui aussi tenu à souligner l'apport de Mme Parizeau à la littérature québécoise. « C'était une grande dame sur le plan intellectuel qui était fort bien structurée. Elle avait une plume exceptionnelle », a déclaré M. Chevrette au cours d'un entretien téléphonique après avoir offert ses sincères condoléances à M. Parizeau et ses deux enfants.

De son côté, le député péquiste de Mercier, Gerald Godin, également atteint du cancer depuis plusieurs années et lui aussi écrivain, affirmait que le Québec littéraire venait de perdre l'une de ses grandes romancières. « Ce qui me touche le plus dans cette disparition-là, a dit M. Godin lors d'une entrevue au réseau NTR, c'est que j'ai rarement vu une femme qui aimait autant la vie que cette Alice Parizeau-là. J'avais reçu une lettre d'elle il y a trois semaines et c'était plein de vigueur et d'optimisme. »

MM. Godin et Chevrette ont tous deux fait remarquer que Mme Parizeau constituait un bel exemple d'intégration d'une allophone à la société québécoise.

Les funérailles de Madame Alice Parizeau seront célébrées mercredi, le 3 octobre, à 14h00, en l'église Saint-Germain d'Outremont (angle Côte Sainte-Catherine-Vincent d'Indy). L'inhumation sera faite au cimetière Côte-des-Neiges.

Albanie...

veaux passagers : une vingtaine de personnes qui tiennent à la main leur passeport d'un beau rouge vif. Le rouge albanais.

Dans la cabine, au moment où la porte vient de se fermer, une femme éclate en sanglots. « Mama mia », lance-t-elle à qui veut bien l'entendre. Le personnel de bord vient à comprendre qu'elle ne veut pas être séparée de quelqu'un qui l'accompagne et qui n'a pu trouver place à bord de l'avion dont toutes les places sont maintenant occupées.

L'hôtesse en chef, le commandant de bord et deux policiers discutent. La solution est finalement trouvée. Un des Albanais descendra et cédera ainsi sa place à la personne laissée en plan.

Visite ratée en Belgique

Mon voisin de siège, le Dr Bruno Rostain, qui connaît quelques mots d'italien, engage le dialogue avec un des Albanais. Ce dernier lui explique que les membres du groupe voulaient se rendre en Belgique pour voir des « parents ».

Au lieu d'aller en Belgique, ils en sont quittes pour un aller-retour Tirana-Paris-Tirana.

L'Albanais tient à me montrer le document qui lui a été remis par le ministère français de l'Intérieur. Le texte stipule clairement que l'accès du territoire français lui est interdit parce qu'il n'a pas le visa requis. Néanmoins, il donne l'impression de ne pas comprendre ce qui lui arrive, mais ne semble pas appréhender son retour en Albanie.

De mon côté, j'ai mes appréhensions. Après avoir échoué dans ma tentative d'obtenir un visa, en tant que journaliste auprès de l'ambassade albanaise de Paris, j'ai finalement pu obtenir le document de la mission albanaise aux Nations unies, en me disant « administrateur ».

Je n'ai pas le choix. Depuis l'affaire de la crise des ambassades à Tirana, (quelques milliers d'Albanais s'y sont réfugiés afin de pouvoir quitter leur pays), au cours de juillet, le régime albanais a expulsé les journalistes occidentaux de son territoire et refuse systématiquement d'accorder des visas aux membres de la presse.

J'ai suivi le conseil d'une amie et décidé de ne pas apporter le petit ordinateur qui suit maintenant tous les journalistes en reportage. Retour aux feuilles de papier et aux stylos à bille.

Après une brève escale à Bari, en Italie, où nous laissons la moitié des passagers, c'est la rapide traversée de l'Adriatique. Des que les côtes albanaises sont visibles, tous les passagers ont la tête dans les hublots. De quoi a donc l'air cette mystérieuse Albanie ?

Du haut des airs, le territoire albanais a bien l'aspect décrit par les guides touristiques. Des montagnes, souvent arides, qui bordent des vallées fertiles. Presque aussitôt, le F-28 amorce sa descente.

Le seul aéroport du pays

L'avion se pose à Rinas, le seul aéroport du pays. À gauche de la piste, je distingue deux vieux MiG et un bombardier Ilyouchine 28, deux avions de guerre qui, dans tout autre pays, se retrouveraient dans un musée de l'aviation. Des reliques datant de la lointaine époque des bonnes relations albanos-soviétiques. Mais pas question de prendre des photos.

En Albanie, il est formellement interdit de photographier tout ce qui est militaire : homme, équipement ou lieu.

Nous descendons de l'avion. Notre F-28 est le seul appareil commercial. Plusieurs hommes, portant des lunettes soleil, nous observent.

Nous entrons dans la petite aérogare. Je fais partie du dernier groupe de touristes qui paradera devant les douaniers, des militaires. Les Albanais nous ont précédés, ce qui a permis de constater que leur retour au pays ne semble pas leur causer de problèmes. Certains se permettent même de plaisanter avec les douaniers.

Finalement, c'est notre tour. La vérification des passeports et des visas est minutieuse.

Nous passons dans une autre pièce. C'est la fouille des bagages. Fouille assez sommaire pour certains, plus exhaustive pour d'autres. Un touriste français me racontera, quelques jours plus tard, qu'un de ses livres, un ouvrage d'archéologie, a été vérifié page par page !

Finalement, nous pouvons sortir de l'aérogare. Il fait beau et très chaud. Nous apercevons quelques taxis, en majorité de vieilles Fiat italiennes, mais l'autocar et le guide, qui ne doivent pas nous quitter pour les 10 prochains jours, ne sont pas au rendez-vous.

Après les sévères contrôles d'entrée à l'aéroport, nous voilà totalement libres et abandonnés à notre sort.

Finalement, après peut-être 45 minutes d'attente, notre autocar fait son apparition. Il n'y a pas un guide, mais deux, un francophone et un anglophone qui ont le même prénom, Gazi. Ils seront éventuellement appelés Gazi I et Gazi II.

Les bagages sont chargés et l'autocar démarre pour Tirana. Au même moment, cinq hommes, portant les lunettes soleil et que j'avais remarqués à notre descente du F-28, montant dans une camionnette. C'étaient sans l'ombre d'un doute les membres du comité d'accueil de la Sigurimi, la police secrète.

Demain : La vie quotidienne des Albanais.

Enfance...

Unis et d'élimination de programmes sociaux.

Quant au Canada, le coprésident de la rencontre et premier ministre, M. Brian Mulroney, a promis pendant le week-end que son ministre de la Santé Perrin Beatty aurait d'importantes annonces à faire. À la fin du Sommet, on attendait toujours. Contrairement à ce qu'on avait cru, M. Beatty n'a pas, à défaut de la création d'un nouveau ministère, annoncé la restructuration administrative des instances gouvernementales chargées des programmes à l'enfance.

Si pratiquement tous les problèmes de l'enfance sont abordés dans le document de 18 pages, deux questions plus controversées sont en quelque sorte évacuées : l'exploitation sexuelle des enfants, mais surtout l'avortement, traitée en fonction des objectifs à atteindre (« l'espace des naissances ») sans préciser les moyens pour y arriver. Avortement ? Piliule ? Abstinence ? Si le programme ne donne aucune indication, de l'autre côté de l'Atlantique, le pape Jean-Paul II répétait, à



Le premier ministre canadien, Brian Mulroney, co-président du Sommet mondial de l'enfance, qui prenait fin hier, s'entretient ici avec le président américain George Bush, avant la prise de photo officielle des dignitaires des 71 pays représentés à cette conférence.

la veille du sommet, l'objection de l'Église catholique aux méthodes contraceptives.

Dans l'exposé de la situation, la Déclaration mondiale semble pêcher par optimisme dans son évaluation de la conjoncture. « Les récentes améliorations du climat politique international peuvent faciliter cette tâche », lit-on dans la note liminaire.

Et la crise du Golfe alors ? a-t-on demandé à un membre de la délégation canadienne.

M. Brian Ward explique le contexte mondial dans une perspective à plus long terme, qui place la démocratisation du bloc communiste parmi les grands événements de notre siècle. En ce sens, le conflit Irak-Koweït, si important soit-il, reste relativement important. « Pour l'instant... », dit M. Ward.

D'ailleurs, la crise du golfe Persique pourrait fournir assez tôt l'occasion pour la communauté internationale de tester ses bonnes intentions en offrant aux enfants et femmes irakiens les mêmes services qu'aux populations civiles victimes de conflits « régionaux » comme en Angola, au Salvador, au Soudan, au Nicaragua et en Afghanistan.

À la suite de délicates négociations avec les parties belligères, l'UNICEF a réussi à porter secours aux populations victimes des combats en créant des « couloirs de paix » et des « jours de trêve ». « Souvent nous n'annonçons pas nos actions pour ne pas nuire à nos activités sur le terrain », a indiqué à la Presse Canadienne M. Charles-Henri LaMeunière, directeur des programmes d'urgence à l'UNICEF.

Les autres moyens d'action contenues dans la Déclaration mondiale comprennent : réduction du tiers, d'ici cinq ans, de la mortalité infantile et maternelle dans le monde; l'élimination de la moitié des cas de malnutrition; instruction dispensée à 80 % des enfants du monde; réduction de l'analphabétisme adulte au niveau de 1970 et protection des enfants dans les conflits armés.

Quant à la maladie, on veut procéder à des programmes massifs de vaccination pour enrayer la rougeole, la poliomyélite, le tétanos, la tuberculose, la coqueluche et la diphtérie, tout en s'attaquant aux maladies diarrhéiques, la pneumonie et autres affections respiratoires, la malaria et le Sida, une des principales causes de décès dans les pays en développement.

D'autres mesures comprennent: l'élimination de la faim, la malnutrition et la famine, promotion des soins prénatals, renforcement du rôle des femmes et l'amélioration de leur condition par la planification familiale rationnelle, l'espace des naissances, l'alimentation au sein et la maternité sans risques; abolition du travail illégal et élimination du fléau des drogues illicites, amélioration de l'environnement.

une collection de 6 motifs exclusifs et 2 coloris unis...  
 épargnez jusqu'à 27%

NOS DRAPS EN FINETTE PUR COTON 19.99  
 jumeau rég. 27.50 chacun

véritable finette pur coton, indispensable cet hiver pour combattre le froid et habiller votre lit de douceur... véritable finette pur coton poids-lourd pour des draps importés exclusivement pour simons. pré-rétrécis, ils offrent un ajustement parfait, un aspect impeccable, un entretien sans problème. la finette pur coton est le moyen le plus confortable de dormir dans une chambre mieux aérée tout en économisant le chauffage. choisissez pois et rayures, fleurs tapisserie, petits rennes sportifs, semis de fleurs bleu lavande, tulipes, fleurs en rayures décoratives ou les couleurs mode de vert forêt et marine... peu importe votre décor, notre choix est complet! double 24.95, grand 29.95, taie st. 8.99 ch. pois et rayures et coloris unis seulement pour grandeur tr. grand 34.95, gr. taie 9.99 ch.

la maison  
**simons**  
 la maison simons... au coeur de québec depuis 1840



100 000 cormorans ont été éliminés par leur seul prédateur naturel, l'homme.

### Dans les îles 100 000 cormorans ont été détruits

Afin de sauver la végétation des îles et éviter d'autres épidémies de choléra avien, le gouvernement du Québec a éliminé environ 100 000 cormorans dans l'estuaire du Saint-Laurent, au cours des deux dernières années.

par GUY DUBE  
LE SOLEIL

Le programme de contrôle de la population des cormorans s'étendra aux trois prochaines années, à moins d'avis contraire, a fait savoir un biologiste du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP), Michel Lepage.

Le chiffre de 100 000 cité ci-dessus comprend 4000 adultes abattus (2000 par année) et environ 95 000 oeufs asphyxiés à même les nids en les aspergeant d'huile minérale.

Il y a deux ans, le gouvernement annonçait son intention de tuer 10 000 cormorans adultes sur une période de cinq ans, mais il n'avait pas alors été fait mention que 70 % des oeufs seraient eux aussi détruits, ce qui peut représenter près de 50 000 jeunes par année. L'huile minérale est utilisée pour asphyxier l'embryon dans l'oeuf : la femelle ignore que l'embryon est mort et continue de couvrir. Si les oeufs étaient détruits, elle pondrait de nouveau.

Les principales îles touchées par le programme sont la Grande Ile de Kamouraska, les quatre îles Pélerins (Notre-Dame-du-Portage), l'île aux Pommers (Trois-Pistoles), ainsi que les îles Petit-Pot et Pot-à-l'Eau-de-Vie, au large de Saint-Siméon.

Déjà, il y a deux ans, avant l'intervention, les fientes hyperacides des cormorans avaient détruit la végétation de la moitié de la vingtaine d'îles de l'estuaire du Saint-Laurent. Il faudrait des dizaines et des dizaines d'années à la nature pour redonner aux îles leur physiologie végétale d'antan, précise le biologiste. Certaines espèces d'arbres seront donc plantés pour accélérer le reboisement.

En 1987, la population des cormorans dans ce secteur du Saint-Laurent était évaluée à 17 300 couples (51 000 individus, jeunes compris). Chaque nid compte en moyenne de quatre à cinq oeufs. S'il n'y avait pas eu d'intervention du MLCP, leur population aurait doublé en six ans. Le but des biologistes est de ramener leur nombre à environ 10 000 couples, tout en dirigeant leur habitat et en orientant leur nidification sur les crêtes rocheuses.

En 1985, les deux tiers des 5 000 canards eiders de l'île Blanche, en face de Saint-Siméon, étaient morts au cours d'une épidémie de choléra avien, causée indirectement par les fientes des cormorans. Cette île a été nettoyée, refaçonée, irriguée et la végétation a été remplacée ; les canards sont revenus y nidifier et le choléra avien, une maladie très contagieuse qui ne peut cependant pas se propager chez l'être humain, a été éradiqué.

L'an dernier, un début d'épidémie de choléra a rapidement été décelé chez une colonie de cormorans d'une des deux îles Rasade, au large de Trois-Pistoles. Une centaine d'oiseaux en sont morts. Les nids ont été brûlés pour empêcher la contagion et l'épidémie s'est arrêtée là, indique M. Lepage.

### Mise au point et production d'un médicament

# Le CHUL veut obtenir 50 millions \$ pour accélérer ses recherches sur le cancer

Des investisseurs québécois et une multinationale américaine veulent réaliser un projet de recherches de plus de 50 millions \$ pour le développement d'un médicament contre les cancers du sein et de l'utérus, qui pourrait déboucher sur une production commerciale à Québec.

par PIERRE ASSELIN  
LE SOLEIL

Le projet, piloté par le directeur du Centre de recherche du CHUL, le Dr Fernand Labrie, sera bientôt présenté au Fonds de développement technologique. La phase de recherches devrait durer cinq ans et être suivie d'une production commerciale, indiquait au SOLEIL le chercheur.

Cette recherche sera financée à 60 % par l'entreprise privée, le reste étant financé par le gouvernement via les mesures fiscales habituelles.

Mais le plus important, selon M. Labrie, est qu'il a obtenu un engagement de la multinationale pour faire ici même, à Qué-

bec, la production commerciale une fois que les travaux de recherche auront été complétés. C'est ce qui fait l'objet de la demande au Fonds de développement technologique.

C'est la partie la plus importante à cause de l'énormité des marchés pour ces médicaments, « des milliards », explique-t-il. Si les recherches sont fructueuses, ce médicament peut générer des ventes de plusieurs centaines de millions \$.

Cette deuxième phase du projet impliquerait des investissements supplémentaires de



Le projet, piloté par le Dr Fernand Labrie, sera bientôt présenté au Fonds de développement technologique.

quelques dizaines de millions, laisse encore miroiter le chercheur.

Ce serait une première pour la province, ajoute-t-il, car aucune multinationale ne fabrique des médicaments ici. Ce que le médecin appelle la « synthèse des éléments actifs » est faite à l'étranger, et ces matières sont ensuite transportées ici pour être transformées en pilules. « On fait de la mise en bouteille », ironise-t-il.

Le médecin veut créer une nouvelle génération à partir d'un médicament mis au point par le Centre de recherches du CHUL pour traiter le cancer de la prostate, l'analogue de l'hormone LHRH. Ce même médicament pourrait permettre de traiter deux autres cancers, ceux du sein et de l'utérus, qui présentent des similarités avec le cancer de la prostate.

Mais plus que la bataille médicale, c'est en réalité la bataille administrative que prépare le chercheur, qui veut obtenir l'agrandissement du Centre de recherches. Ses arguments sont déjà prêts : chaque chercheur dispose d'une moyenne de 75 pieds carrés, alors que la norme, selon M. Labrie toujours, serait de 180 pieds carrés par chercheur. Le projet à lui seul ferait doubler la superficie et le nombre de chercheurs employés par le Centre.



Ils étaient plus de 150, hier, à braver le mauvais temps et à risquer la grippe dans les rues du Vieux Québec.

## Découvrir le Vieux-Québec sous la pluie

Ils ont découvert quelques nouvelles informations sur leur ville, fait leur exercice de la journée et, sans aucun doute, contracté une vilaine grippe. Mais la centaine de téméraires qui ont pris part au Rallye du Vieux-Québec hier étaient tous prêts à risquer quelques jours de « au-lit-avec-une-boîte-de-mouchoirs-et-un-p'tit-bouillon-s'il-vous-plait » pour mettre la main sur la récompense ultime : deux billets d'avion à destination de Paris.

par JULIE BROUARD  
LE SOLEIL

Pour son courage et, il ne faut pas l'oublier, son résultat exceptionnel, Aline Mercier a donc mérité le grand prix offert par le Groupe Voyages Québec et Canadian.

Faisant montre d'une très grande « sportivité », les autres marcheurs parlaient pour leur part de l'acquis qui les satisfaisait le plus, soit le savoir.

« Oui, le premier prix me tentait, expliquait Jean-Guy Michaud. Même que si je me suis pointé ici ce midi malgré

le temps, c'était un peu pour cette raison. Mais je ne venais qu'une année par le Conseil des monuments et sites du Québec.

« Nous avons eu près de 150 personnes, ce qui n'est pas mauvais pour une journée comme aujourd'hui, explique madame France Gagnon-Pratte, présidente de l'organisme. Nous aurions préféré une journée ensoleillée mais... L'an prochain, nous pensons présenter l'activité un peu plus tôt. »

Le Conseil des monuments et sites du Québec, un orga-

nisme privé à but non-lucratif, s'est donné un rôle éducatif qu'il accomplit par le moyen de diverses activités interactives pas seulement pour gagner un prix. La visite m'a beaucoup plu. Je vais certainement participer à nouveau. C'est très dynamique comme formule. »

« La pluie ne fait pas fondre le monde ! lançait pour sa part Eveline Mathieu. Il ne faisait pas chaud, j'ai les pieds mouillés, mais j'ai eu beaucoup de plaisir à découvrir ma ville de cette façon. L'idée d'un rallye avec pour thème l'architecture du Vieux-Québec est très attirante. Et je suis certaine que si le beau temps avait été parmi nous, il y aurait eu foule. »

On attendait effectivement plus de 500 personnes à ce rallye, organisé pour la cinquième fois. Ces activités sont pensées en fonction des goûts

de tous, jeunes et moins jeunes. Des rallyes sont d'ailleurs organisés régulièrement pour les écoles de la région.

« Mais le Rallye du Vieux-Québec demeure notre activité principale. C'est une formule très vivante. Les gens ne font pas que circuler et regarder des monuments. Ils doivent répondre à des questions, chercher des indices, etc. C'est une façon dynamique de faire connaître l'architecture de la ville. »

Cette architecture, estime madame Gagnon-Pratte, attire de plus en plus de banlieusards dans le cœur du Québec.

« Les gens qui travaillent en ville connaissent les environs. Ce sont généralement les gens des banlieues qui sont plus difficiles à attirer. Mais, depuis quelques années, ils viennent en plus grand nombre. »

## Le Manoir Saint-Castin ne sera pas agrandi sans une étude d'impact

Le conseil municipal de Lac-Beauport ne sera probablement pas saisi, lors de sa réunion de ce soir, des projets de modification à la réglementation de zonage promis dans le cadre de l'agrandissement controversé du manoir Saint-Castin.

par THIÉRIO DIALLO  
LE SOLEIL

Le maire Michel Giroux a en effet affirmé au SOLEIL que les projets de modification n'étaient pas encore prêts. « Ça me surprendrait qu'on dépose quoi que ce soit lundi soir. Le tout va être probablement reporté d'une semaine. »

Le conseil municipal avait décidé, le 10 septembre, de retirer le projet d'amendement au règlement de zonage qu'il avait

préparé à cette fin.

Il avait indiqué que le propriétaire du manoir, M. Yves De Varennes, avait accepté de faire faire une étude d'impact sur l'environnement avant de procéder à l'ajout à son établissement de deux ailes de 75 chambres et d'une salle de réunion pouvant accueillir 400 personnes. Un investissement total de 8 millions \$, si l'on inclut les 2 millions \$ prévus pour l'aménagement paysager et un terrain de stationnement.

La fronde des opposants

semble agacer profondément le propriétaire du manoir. « S'ils veulent en faire un parc public, qu'ils se décident », a-t-il lancé au représentant du SOLEIL au cours d'un entretien.

« Le secteur est zoné commercial depuis 1854. On n'a même pas besoin d'un changement de zonage », a-t-il ajouté, sans toutefois préciser ce qu'il comptait faire dans l'immédiat.

Pour ce qui est de l'étude d'impact promise, l'homme d'affaires dit n'en avoir pas entendu parler depuis la dernière réunion du conseil municipal (le 10 septembre). « Je ne m'en mêle pas. Ce sont des professionnels qui travaillent avec la ville. »



## Hommes à tout faire

QUÉBEC — Les pompiers de Québec en ont vu de toutes les couleurs hier alors que des pluies diluviennes, accompagnées de vents violents, ont causé beaucoup de désagréments aux citoyens. Sur cette photo, les sapeurs-pompiers interviennent sur les terrains de la compagnie de produits d'emballage Atlantic, rue Dupuy, afin de ramasser des matériaux éparpillés par le vent. Les équipes d'Hydro-Québec ont été également fort occupées avec quelque 10 000 abonnés qui ont été privés de courant dans la grande région de Québec.

**10.9%** sur tous les véhicules en vente chez Marlin.  
48 mois

Vaste salle de montre sur "2 étages"  
Plus de 55 modèles à l'intérieur  
Venez magasiner à votre aise... à la chaleur

**MARLIN**  
Chevrolet Oldsmobile Inc

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec 688-1212





La Sûreté du Québec a exposé hier les armes et objets retrouvés au centre de désintoxication après le départ des Warriors, mercredi.

## Un arsenal de 52 armes retrouvé Les Warriors étaient équipés et prêts

OKA (PC) — Avec des milliers de balles, 52 armes, plusieurs sacs de vêtements, trois congélateurs et... deux sacs d'entraînement de boxe, les Warriors retranchés au centre de désintoxication étaient prêts.

L'armée et la Sûreté du Québec exhibaient hier à Saint-Eustache les trophées de l'expédition d'Oka : les armes et objets trouvés dans le centre de désintoxication après la reddition de mercredi. Tout y était, sauf les choses qui appartenaient aux propriétaires de cet édifice réquisitionné pendant la crise par les leaders des barricades, et depuis le début de septembre, par les derniers résistants mohawks.

Une montagne de vêtements et des matelas regroupés dans l'entrepôt de Saint-Eustache ont présumément été volés dans les résidences voisines du centre, à l'intérieur du périmètre occupé par les Warriors, a expliqué l'agent André Blanchette, porte-parole de la SQ.

Il en serait de même de plusieurs appareils électroniques, ordinateurs, télévisions et chaînes stéréophoniques. Ces biens seront

remis d'ici quelques jours à leurs propriétaires.

On a également trouvé dans le repaire des Warriors une vingtaine de sacs de golf pleins de bâtons qui auraient été pris au club de golf, comme les quelque 200 autres sacs retrouvés par la police dans les secteurs qu'occupaient cet été les Mohawks.

Les 28 Warriors avaient pris soin, avant leur départ, de jeter les armes au feu et les munitions... dans la fosse septique. Deux agents de la SQ ont cependant pris soin de retirer de la fosse ces milliers de balles de divers calibres. Dans une des boîtes présentées hier à la presse, on en trouvait plus de 3000.

« Deux armes par personne, c'est tout de même un arsenal imposant », a estimé le lieutenant-colonel Pierre Daigle, le commandant du bataillon du Royal 22e régiment qui oeuvrait à Oka.

Des 52 armes retirées des cen-

dres, 12 sont des fusils de chasse, sept sont prohibées et sept autres dites à « autorisation restreinte » ; policiers et militaires n'ont pu se prononcer sur les 26 autres.

L'arsenal comprend plusieurs fusils d'assaut automatiques de type AK-47, que l'adjudant-maire Jacques Béliveau, un armurier de l'armée, décrit comme des armes « très robustes, dont le maniement, très simple, ne nécessite pas d'entraînement spécifique ».

L'adjudant-maire a expliqué qu'il était possible de se procurer des armes de configuration AK-47 au Canada. On a aussi retrouvé un calibre 12 semi-automatique, une arme d'assaut utilisée par les forces de police, qui a pu être achetée aux États-Unis ou la réglementation est moins stricte, estime l'armurier.

« Des expertises seront pratiquées sur les armes pour voir si elles sont reliées à un crime quelconque et à qui elles appartiennent », a ajouté l'agent Blanchette, qui admet que la tâche ne sera pas facile après leur exposition aux flammes.

Parmi les autres objets exposés hier à Saint-Eustache trouvés dans le centre où cohabitaient les Warriors, des femmes, quelques enfants et des journalistes, on pouvait voir une épée, des matraques, deux paires de menottes, trois planches cloutées, une veste pare-balles, un arc, cinq scies mécaniques, deux guitares, des batteries d'automobiles, un chargeur, une génératrice, des haches, pics et pelles, plusieurs glacières, cinq cafetières, une quinzaine de civières, des outils, une photocopieuse, deux fours, des cannes à pêche, deux bâtons de hockey et... un jouet Godzilla.

Les écrans de trois téléviseurs, qui ont sans doute eu le malheur de diffuser de mauvaises nouvelles, avaient volé en éclats.

## La nouvelle carte électorale plus avantageuse pour le PQ

(PC) La nouvelle carte électorale, qui propose de réviser les limites de 104 des 125 circonscriptions du Québec, risque de satisfaire beaucoup plus le Parti québécois que le Parti libéral qui forme le gouvernement depuis 1985.

Une analyse succincte de cette carte indique en effet que le PQ récolte beaucoup plus de retombées positives que le Parti libéral dans ce découpage électoral.

On constate en effet que les six nouvelles circonscriptions sont créées dans des quartiers de banlieue des grands centres (cinq à Montréal et une à Québec), dans des secteurs où le Parti québécois connaît de francs succès depuis 1970.

Ainsi deux des nouvelles circonscriptions sont situées dans les Basses-Laurentides, dans le secteur compris entre Deux-Montagnes et L'Assomption.

C'est une région où le Parti québécois détient déjà trois comtés (L'Assomption, Masson et Terrebonne) et où il n'a perdu les deux autres que par de minces marges en 1989, soit 1300 voix dans Groulx et 515 dans Deux-Montagnes.

Sur la rive sud de Montréal, les deux nouvelles circonscriptions apparaissent dans le secteur Boucherville-Verchères, un autre coin où les péquistes ont connu de francs succès depuis plusieurs scrutins, et où il détient déjà quatre comtés, soit Bertrand, Verchères, Marie-Victorin et Taillon. Il n'en avait perdu un cinquième, celui de Vachon, que par 114 voix.

Il y a également une nouvelle circonscription créée à Laval, sur l'île Jésus. Elle comprend des secteurs où les majorités libérales étaient plutôt minces au dernier scrutin.

Dans la région de Québec, le nouveau comté est situé dans la banlieue nord, dans le secteur Loretteville-Val Belair. La majorité libérale de ce comté de Chauveau a chuté de 3000 voix entre 1985 et 1989.

### Les disparus

Au chapitre des comtés disparus, la Gaspésie, dont tous les dé-

putés sont libéraux, voit son nombre de représentants à l'Assemblée nationale réduit de cinq à quatre à cause d'un dramatique baisse de la population.

L'éventuelle disparition du comté de Richmond pourrait cependant mettre face-à-face lors d'une future élection le ministre libéral Yvon Vallières, fort d'une majorité de 10 300 voix, et le péquiste Carmen Juneau, dont la majorité n'est que de 1140 voix. Cette lutte pourrait coûter un siège au PQ.

Le centre de Montréal perd trois comtés. Mais il s'agit de secteurs ayant une tradition de voter majoritairement libéral : Saint-Louis et Westmount, Dorion et Laurier, Verdun et Sainte-Anne.

Un sixième comté disparaît à la suite d'une fusion impliquant principalement les comtés de Montmagny et de Bellechasse. Ce secteur rural n'a pas de tradition politique fixe depuis 20 ans et change d'allégeance au gré des vagues. Actuellement, tout ce secteur a voté rouge en 1989, mais dans Bellechasse, la majorité libérale n'était que de 191 voix.

## Pierre Vallières plaide la cause des Amérindiens

FARNHAM (PC) — Adaptant pour sa nouvelle cause le titre du livre qui lui a valu d'être mis au ban de la société québécoise dans les années 1960, Pierre Vallières estime que les Amérindiens ont toujours été des « nègres rouges d'Amérique ».

Vallières était le plus connu des orateurs qui se sont adressés, samedi, à la centaine de manifestants du Regroupement de solidarité avec les Autochtones.

Interrogé à la suite de son allocution, l'auteur a dit que les Amérindiens sont « à l'avant-garde du

mouvement de libération des opprimés ». En ce sens, il compare leur combat à celui de la classe ouvrière. Ceci explique aussi à ses yeux pourquoi la majorité des participants à la manifestation d'avant-hier provenaient de mouvement communautaires.

## Il faut amender Hibernia

Le gouvernement fédéral s'apprête à adopter une loi qui consacrera le projet Hibernia destiné à l'exploitation des ressources pétrolières sous-marines au large de Terre-Neuve.

Le gouvernement fédéral versera une aide financière de \$2,7 milliards pour ce projet évalué à \$5,2 milliards. Le quart de l'aide fédérale, soit \$675 millions, proviendra des impôts perçus au Québec. Cela sans que le Québec ne se voit garantir un juste retour par l'octroi de contrats substantiels qui contribueraient à stabiliser l'activité des sites industriels du groupe MIL à Sorel-Tracy et navals à Lévis-Lauzon, et du même coup assurer un centre d'excellence en construction modulaire et offshore pour le Québec.

### LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DOIT :

- assurer la participation du Québec à la construction de grands équipements reliés au projet Hibernia;
- maintenir les 3 500 emplois des sites industriels du groupe MIL à Sorel-Tracy et navals à Lévis-Lauzon;
- stabiliser l'industrie navale au Québec;
- développer une expertise québécoise nécessaire au maintien d'une position concurrentielle au Canada et à l'étranger;
- stimuler l'économie québécoise.

## C'EST VITAL!

## Accorder au Québec sa juste part

Dans sa forme actuelle, le projet de loi C-44 ne protège pas les intérêts des entreprises canadiennes opérant ailleurs qu'à Terre-Neuve. Cette situation a pour effet de placer les complexes industriels et navals du Québec, qui pourtant possèdent une expertise dans le domaine des plates-formes d'exploitation pétrolière, sur le même pied que les chantiers navals étrangers.

Des amendements au projet de loi C-44 sont essentiels pour permettre au Québec de bénéficier équitablement des retombées économiques que suscitera le projet Hibernia au pays.

Cette annonce a été retenue par

Le Comité de survie MIL Sorel-Tracy qui regroupe tous les intervenants socio-économiques de la région Sorel-Tracy  
Président : Mario de Tilly

Syndicat national des ouvriers des chantiers maritimes Sorel  
Syndicat national des employés de bureau Marine industries Sorel  
Syndicat des gardes de sécurité Marine Industries Ltée

Le Comité de survie MIL Davie qui regroupe tous les intervenants socio-économiques de la région de Lévis-Lauzon (région de Québec)  
Président : Jean-Marc Lessard

Syndicat des travailleurs du chantier naval de Lévis  
Syndicat du corps de sécurité de MIL Davie

CSN

# Le courant en faveur d'une élection référendaire gagne deux autres comtés

Le courant en faveur d'une élection référendaire s'est nettement intensifié au sein du Parti québécois durant la fin de semaine. Pour M. Jacques Parizeau, qui se retrouve paradoxalement dans le rôle de l'étapiste, il s'agit d'une sérieuse rebuffade qui risque de provoquer une nouvelle crise au PQ.

par MICHEL DAVID  
LE SOLEIL

Après ceux de Jean-Talon, samedi, et de Limoilou, mercredi, les militants péquistes de la Peltrie ont adopté à l'unanimité, hier, une résolution prévoyant que « dès qu'il sera élu, un gouvernement issu du PQ fera adopter par l'Assemblée nationale une déclaration solennelle proclamant la pleine souveraineté du Québec ».

Si elle était entérinée par le congrès national de janvier 1991, une telle résolution aurait le même effet que celle qui a été adoptée par les jeunes péquistes, en août dernier: une simple majorité de sièges suffirait au PQ pour déclarer l'indépendance. M. Parizeau a toujours dit que c'était inacceptable.

## Paternalisme

Les militants de la Peltrie, comme ceux de Jean-Talon, ont écarté

du revers de la main le compromis imaginé par la direction du parti, qui a proposé qu'un gouvernement péquiste fasse adopter une déclaration affirmant simplement « la volonté du Québec d'accéder à sa pleine souveraineté politique ».

La présidente sortante de La Peltrie, Mme Monique Cloutier, s'est élevée contre ce « parachutage », qu'elle a perçu comme une manifestation de paternalisme de la part de M. Parizeau à l'endroit des jeunes militants. « On dit aux jeunes: papa n'est pas content. Ce n'est pas le temps de les museler quand on veut leur ouvrir les portes du parti », a-t-elle lancé.

« Si nous voulons passer par le processus de négociation avec Ottawa, nous n'aboutirons à rien », estime également Mme Cloutier. Or le programme adopté en novembre 1988 prévoit que « le processus d'accession à la souveraineté se fera d'abord par voie de négociations avec le gouvernement fédéral ». Personne ne s'est levé pour défendre la position de M. Parizeau.

Dans Jean-Talon, les militants ont proposé de confier à des États généraux le soin d'élaborer la constitution qui sera soumise à la population par voie de référendum. Dans La Peltrie, on a préféré maintenir le recours à une commission constitutionnelle, comme le prévoit le programme actuel.

## Avertissement

Ironie du sort, alors que les militants de La Peltrie radicalisaient ainsi leur position, c'est le « père de l'étapisme », l'ancien ministre Claude Morin, qui avait été invité comme conférencier.

M. Morin, qui voit très bien le danger, les a mis en garde contre le risque de « se compliquer la vie avec des débats dont on n'a plus besoin ».

« Il ne faut pas se chicaner entre nous. C'est la-dessus que comptent nos adversaires. C'est de nous-mêmes qu'il faut faire le plus attention », a-t-il déclaré.

L'ancien ministre s'oppose à toute modification du programme qui ferait en sorte que l'indépendance du Québec puisse être proclamée par une simple majorité à l'Assemblée nationale. Il se dit confiant que le congrès de 1991 maintiendra en substance les dispositions du programme actuel, mais il anticipe de sérieux problèmes s'il en allait autrement.

## Faible participation

Malgré l'avance dont jouit le PQ dans les sondages, il y avait à peine une trentaine de personnes à l'assemblée d'hier. Une déception compte tenu des 1041 membres en règle, a-t-on admis.



Monique Cloutier

## Les employés de l'usine USP de Lennoxville exigent une clause TPS

LENNOXVILLE (PC) — Convaincus que la future taxe de vente sur les produits et services (TPS) aura un impact significatif sur leur niveau de vie, les 107 employés de l'usine USP, de Lennoxville, ont décidé d'en faire leur principal cheval de bataille et de déclencher la grève jusqu'au renouvellement de leur convention collective, échue depuis le 21 septembre.

Les travailleurs, affiliés au syndicat des Métallos de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), ont cessé leur travail en fin de semaine. Ils réclament que leurs salaires soient majorés en tenant compte non seulement de la prochaine entrée en vigueur de la TPS, mais aussi des conséquences économiques qui découleront de la crise du golfe Persique.

Il faut dire qu'une clause, dite TPS, n'est pas nouvelle en soi; les travailleurs de Canadair, de Montréal, comptent déjà sur une telle disposition dans leur contrat de travail signe cet été.

Ainsi, si l'indice du coût de la vie augmente de façon supérieure aux hausses de salaire consenties par l'employeur, ce dernier doit verser une compensation équiva-

lente à l'effet de la TPS. Les données officielles servent alors de référence.

Selon Bernard Roberge, président du syndicat, l'employeur serait prêt à reconnaître de telles demandes, mais uniquement pour les deuxième et troisième années de l'entente. Cette vision des choses est qualifiée d'inacceptable par les travailleurs, poursuit M. Roberge, parce qu'elle signifie une augmentation nette de 20 cents l'heure.

La dernière assemblée générale, tenue vendredi, a donné lieu à un rejet massif des dernières propositions patronales dans une proportion de 87 pour 100. Tousjours selon le syndicat, 81 des 107 travailleurs étaient présents à cette assemblée.

## Louis-Hébert dit oui au compromis

Contrairement à leurs pairs de Jean-Talon, la Peltrie et Limoilou, les militants péquistes de Louis-Hébert ont accepté hier le compromis présenté par la direction du parti en matière de souveraineté.

par JULIE BROUARD  
LE SOLEIL

Entre une déclaration de pleine souveraineté et la simple promotion d'un projet souverainiste comme il en est fait état dans le

## Brassard n'espère aucun miracle de la commission

CAP-SANTÉ — Il ne faut pas attendre de miracle de la Commission parlementaire élargie sur l'avenir constitutionnel du Québec avec un gouvernement qui cultive l'ambiguïté, estime le député péquiste de Lac-St-Jean, Jacques Brassard.

Citant Clémenceau, M. Brassard, qui est membre de la Commission parlementaire élargie, a ironisé sur le gouvernement Bourassa en disant: « Quand vous voulez faire quelque chose, faites-le. Sinon,

programme du parti, les 25 militants ont opté à l'unanimité pour une proposition voulant que « dès qu'il sera élu, un gouvernement issu du parti Québécois fera adopter par l'Assemblée nationale une déclaration solennelle affirmant la volonté du Québec d'accéder à sa

mettez sur pied une commission ». Pour le whip de l'opposition, le gouvernement n'a plus de programme constitutionnel.

M. Brassard a tenu ces propos hier, à Cap-Santé, lors du colloque de la section portneuvoise du Parti québécois auquel assistaient une cinquantaine de personnes. Selon lui, la Commission aura tout au plus le mérite de rendre les choses plus claires.

Les péquistes de Portneuf estiment pour leur part qu'il faut se garder de tout ce qui pourrait diviser le parti.

pleine souveraineté politique, engageant le parlement et notamment le pouvoir exécutif à entreprendre les démarches requises pour la réaliser. »

La déclaration, qui se ferait peu importe le pourcentage de députés élus, donnerait naissance à un processus de négociations avec le gouvernement fédéral. Ces négociations, qui auraient trait à l'échéancier et aux modalités des transferts de pouvoirs et des compétences ainsi qu'aux règles de partage de l'actif et des dettes du fédéral, ne pourraient en aucun cas empêcher la tenue d'une élection référendaire.

C'est en effet à une commission constitutionnelle indépendante que reviendrait le mandat de rédiger un tel projet de constitution du Québec, projet sur lequel se ferait le référendum.

« Nous ne voulons pas être liés au Canada, a expliqué le président de Louis-Hébert, Paul Begin. De cette manière, si le fédéral refusait de négocier ou faisait traîner les procédures, nous aurions la possibilité d'aller de l'avant avec notre projet. »

**BARMAN — BARMAID**  
• Cours de Service au Bar  
• Offerts par l'École des Maîtres  
• Service de Placement  
• Permis du Ministère de l'Éducation  
RABAIS pour étudiants et bénéficiaires de l'aide sociale ou du chômage  
737, côte d'Abraham - 529-5333  
Sans Frais 1-800-465-0484

**FORFAITS SANTÉ**  
Profitez du congé de l'Action de Grâce pour vous faire dorloter!  
Offrez-vous un:  
**FORFAIT 3 JOURS**, 450\$/pers., occ. double, 3 nuits, 9 repas, 9 soins-santé: bain, soins d'algologie, massothérapie.  
**FORFAIT 2 JOURS**, 308\$/pers., occ. double, 2 nuits, 6 repas, 6 soins.  
Restauration à la Courouse des Grèves.  
L'AUBERGE PHILIPPE-AUBERT INC.  
Le seul centre-santé offrant la relation d'être.  
Dépliant et réservation: (418) 598-3311

**SALLE À MANGER**  
NOUVEAU CONCEPT  
**GARNISSEZ VOUS-MÊME**  
LA PIZZA DE VOS RÊVES  
20 ingrédients différents placés à votre disposition  
Du lundi au vendredi soir (de 17 h à 22 h)

**5,95** PAR PERSONNE

**LIVRAISON À DOMICILE**  
COMMANDE POUR EMPORTER  
Un seul numéro  
**658-2020**

**SPÉCIAL COMBO**  
A) Pizza garnie + frites  
B) Pizza garnie + spaghetti  
C) Pizza garnie + lasagne  
D) Spaghetti + lasagne

Un seul prix **4,95** CHACUN

**SAINTE-FOY** 3165, ch. Saint-Louis (pres des ponts)  
**SAINT-DAVID** 4300, boul. Rive-Sud  
**QUÉBEC** 1398, ch. Sainte-Foy (angle Marguerite Bourgeoys)  
**SAINT-ÉTIENNE** 621, Principale

**VENDEURS — REPRESENTANTS — CONSEILLERS — GERANTS DE VENTE**

**VOULEZ-VOUS VENDRE AVEC STRATÉGIE?**

**VENTE STRATÉGIQUE**  
Vous apprendrez comment:  
• conclure vos ventes  
• vous motiver à vendre  
• répondre aux objections  
• vendre votre personnalité  
• planifier vos entrevues  
• structurer votre territoire  
• accroître votre clientèle  
• disposer de votre temps  
• traiter les plaintes  
• communiquer avec vos clients

Inscriptions en nombre limité

**VENTE STRATÉGIQUE**

— QUÉBEC — MONTRÉAL — RIMOUSKI  
à l'Auberge des Gouverneurs de Ste-Foy 9 et 10 octobre  
15 et 16 octobre  
22 et 23 octobre

**Roger St-Hilaire**  
Instructeur

**Cours de vente**  
de **Roger St-Hilaire**

Téléphonez maintenant  
Région de Québec (418) 626-7498  
Extérieur 1 (800) 463-7246

CHACUN DE NOUS EST EGAL MAIS CEUX QUI ONT REÇU UNE FORMATION À LA VENTE SONT FAVORISÉS... POURQUOI PAS VOUS?

**BARRÉ**

**CHEVROLET ♦ OLDSMOBILE**

Présentation des nouveaux modèles 1991  
EN VEDETTE, LA FAMILLE  
**CAVALIER**

**BERLINE RS**

**DERNIÈRE HEURE**  
LA PRÉSENTATION 91 SERA LE  
**MARDI 2 octobre**  
de 18 h à 21 h  
Lors de cette soirée spéciale, profitez d'incroyables rabais sur nos modèles 90.

L'événement en 1991 dans l'automobile à Québec, ce sont les  
**38 ANNÉES**  
d'existence de Barré Chevrolet Oldsmobile, toujours au service de la population de Québec.

DÉCOUVREZ LA QUALITÉ CHEVROLET

**BARRÉ**  
La qualité Barré, votre satisfaction assurée

1095, de la Canardière  
Québec, 529-3331  
(boul. de la Capitale, Henri-Bourassa, direction sud)

## COLLECTION OR

ILS VÉCURENT  
HEUREUX...

Voici la magnifique collection Or pour les amoureux de contes populaires... une collection de dix livres bien pensés et joliment présentés, offerts exclusivement chez les détaillants Shell participants.

Chaque livre illustré en couleurs et à couverture rigide peut être à vous pour seulement 99 ¢ avec un plein (min. 25 L) d'essence haute performance Formule Shell Bronze, Formule Shell Argent ou Formule Shell Or (jusqu'à épuisement des stocks).



## COLLECTIONNEZ LES DIX!

La collection comprend dix contes en or pour les enfants. Chacun d'eux est un classique: *Le magicien d'Oz*, *La petite sirène*, *Blanche-Neige et les sept nains*, *La reine des neiges*, *Le petit chaperon rouge*, *L'empereur et le rossignol*, *Hansel et Gretel*, *La princesse et la grenouille*, *L'apprenti sorcier* et *Pinocchio*.

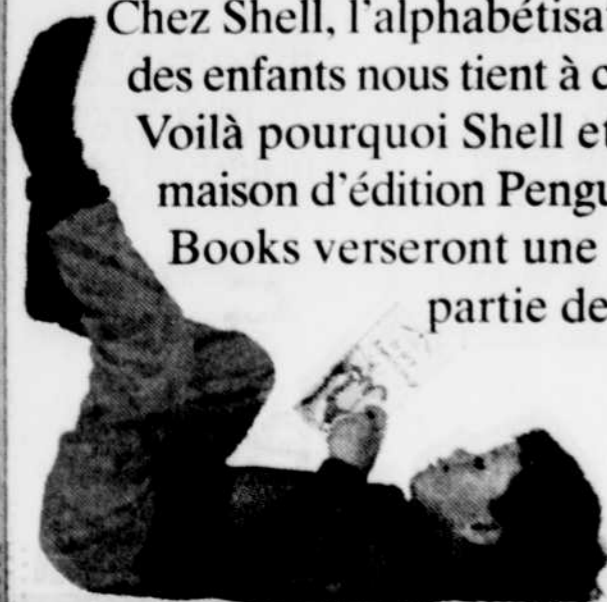
Et pour vous aider à conserver cette collection originale, nous vous offrons un superbe coffret



de rangement au prix de 99 ¢ seulement\* avec un plein d'essence (min. 25 L), jusqu'à épuisement des stocks.

AIDEZ-NOUS  
À PROMOUVOIR  
L'ALPHABÉTISATION

Chez Shell, l'alphabétisation des enfants nous tient à cœur. Voilà pourquoi Shell et la maison d'édition Penguin Books verseront une partie des

La CSN demande que les modules  
d'Hibernia soient fabriqués au pays

MONTREAL — La CSN a réclamé hier que le projet de loi fédéral C-44 sur le projet Hibernia soit amendé afin qu'il garantisse que les contrats de fabrication des divers modules de la super-plate-forme de forage pétrolier soient accordés à des chantiers maritimes canadiens.

par MICHEL VAN DE WALLE  
de la Presse canadienne

« S'il n'y a pas cet amendement majeur, ce sera une claque en pleine face pour le Québec et ses chantiers maritimes », a lancé le président de la centrale syndicale, Gérald Larose, lors d'une rencontre de presse hier à Montréal.

Le projet Hibernia est d'une valeur estimée à 5,2 milliards \$, dont 2,7 milliards \$ proviendront d'Ottawa, sous diverses formes. Le champ d'hydrocarbures est situé au large des côtes de Terre-Neuve et cette province est déjà assurée d'obtenir un peu plus de 50 % des retombées économiques.

Cependant, le projet de loi C-44 n'offre aucune garantie à l'effet que le reste des contrats iraient à des entreprises canadiennes, affirme la CSN. Elle estime que si les entreprises étrangères peuvent concurrencer les firmes canadiennes pour l'obtention de contrats, il y a fort à parier que plusieurs contrats iraient à l'extérieur du pays compte tenu des subventions souvent généreuses que les industries étrangères obtiennent de leurs gouvernements.

Or, fait valoir Gérald Larose, il y a au Québec des chantiers maritimes, ceux de Sorel-Tracy et de

Lauzon, dont la survie à moyen terme est menacée. C'est pourquoi il réclame un amendement garantissant l'octroi des contrats à des chantiers maritimes qui soient au moins canadiens, convaincu qu'il est que les chantiers québécois pourraient les décrocher. Il précise qu'il ne remet même pas en question le fait que Terre-Neuve soit assurée de plus de la moitié des retombées, même si cette province ne verse que 1,5 % des impôts levés au Canada. « La beurree (pour Terre-Neuve) est épaisse, dit M. Larose, mais on peut s'accommoder de cela compte tenu de la situation (le chômage) qui prévaut dans cette province. »

Même si les firmes d'ingénieurs-conseils québécoises SNC et Monenco ont obtenu la maîtrise-d'oeuvre de certaines portions du projet, M. Larose signale que c'est le consortium, dominé par des pétrolières de l'étranger, qui attribuera les contrats. « Mobil Oil, Chevron, ce n'est pas exactement né en Beauce », signale le président de la CSN. Mobil détient une participation de 28 % dans le consortium, Gulf 25 %, Pétro-Canada 25 % et Chevron 21 %.

**Amendement**  
Cette intervention de la CSN survient alors que le projet de loi

C-44 doit franchir cette semaine l'étape de la troisième (et dernière) lecture devant le Parlement canadien.

Le Bloc québécois, que dirige Lucien Bouchard, a déposé récemment un amendement au projet de loi qui assurerait « que les appels d'offres sur les cinq super modules de la plate-forme soient, dans un premier temps, réservés aux seules entreprises canadiennes ».

La CSN appuie cet amendement et son intervention publique

est destinée à convaincre tous les autres députés québécois, qu'ils soient conservateurs, libéraux ou néo-démocrate, de soutenir le texte proposé par le Bloc québécois. « Par la force du nombre, les députés québécois pourraient faire passer cet amendement », prétend M. Larose.

M. Larose dit avoir discuté de l'affaire avec des ministres conservateurs du Québec. Selon lui, « ces derniers nous jouent du violon, nous disent qu'il y a des garanties de retombées mais elles ne sont pas écrites nulle part ».

Réforme des institutions parlementaires  
Un groupe de députés du  
NPD va parcourir le pays

OTTAWA (PC) — Un groupe de députés néo-démocrates fédéraux parcourra le pays au cours des prochaines semaines pour tâter le pouls des Canadiens sur la réforme des institutions parlementaires, a annoncé hier la leader du NPD, Audrey McLaughlin.

Le député de la Saskatchewan, Lorne Nystrom, vétérinaire de la vie parlementaire, présidera le comité itinérant, a indiqué Mme McLaughlin aux délégués néo-démocrates réunis ce week-end pour leur conseil fédéral, à Ottawa.

« Si on veut changer les choses, les Canadiens doivent être impliqués », a-t-elle noté. Les gens sont devenus cyniques face à la politique « vieille méthode » et « ne veulent pas de décisions prises par un petit groupe derrière des portes closes ».

M. Nystrom a précisé que le caucus néo-démocrate définira les paramètres du comité — sa composition, son échéancier, son itinéraire —, lors de sa réunion hebdomadaire, cette semaine. « Le problème de notre système parlementaire, c'est que lorsqu'un gouvernement majoritaire est élu (...) nous subissons une dictature de quatre ans (...) et ce n'est pas convenable », a-t-il expliqué.

Citant à titre d'exemple l'impasse parlementaire actuelle en

tourant le projet de loi sur la TPS, M. Nystrom a indiqué que plusieurs réformes de la Chambre haute avaient déjà été évoquées. « Tous les partis s'entendent pour dire que le Sénat dans sa forme actuelle, une chambre non-élue, devrait être aboli. Ce n'est pas démocratique. »

Évoquant la nomination, cette semaine, de huit sénateurs supplémentaires par le premier ministre Mulroney, Mme McLaughlin a par ailleurs indiqué « qu'on n'allait pas voir la reine pour améliorer la démocratie, mais le peuple canadien ».

Elle a rappelé que les nominations supplémentaires, effectuées en vertu d'une obscure disposition constitutionnelle jamais invoquée auparavant, pourraient bien être inconstitutionnelles, parce qu'il y a maintenant plus de sénateurs que de députés représentant le Nouveau-Brunswick.

Selon elle, il serait facile pour le gouvernement de dénouer l'impasse parlementaire autour de la TPS, en retirant tout simplement le projet de loi controversé.

Les Canadiens ne croient pas  
aux bienfaits du libre-échange

L'essentiel des débats, lors de la dernière campagne électorale fédérale, tournait autour de l'entente canado-américaine sur le libre-échange. Deux ans plus tard, les Canadiens sont loin d'être convaincus des bienfaits de cet accord, selon un récent sondage Gallup.

L'Accord de libre-échange est entré en vigueur le 1er janvier 1989 et entamait une ère nouvelle dans les relations commerciales entre le Canada et son puissant voisin américain. Après vingt mois, une infime minorité de Canadiens (5 %) estime que l'Accord a été plus avantageux pour le Canada qu'il l'a été pour les États-Unis.

Pas moins de 71 % des répondants à ce sondage jugent que les Américains profitent davantage de ce traité. Et 11 % de la population croit que les deux pays ont tiré des bénéfices égaux de cette entente ou n'ont rien gagné du tout. 13 % des gens n'ont aucune opinion sur le sujet.

En aucune des cinq grandes régions géographiques du pays, l'enthousiasme envers l'Accord n'atteint une personne sur dix. Dans les Prairies, 9 % des répondants jugent cet accord plus avantageux pour le Canada, et cette opinion est partagée encore plus faiblement dans les autres régions: 8 % dans les Maritimes, 5 % au Québec, 4 % en Colombie-Britannique et seulement 3 % en Ontario.

Ce sont les Ontariens qui sont les plus hargneux dans leur dé-

## Sondage Gallup

sapprobation face à l'Accord. Plus de 81 % des répondants de cette province jugent l'entente désavantageuse pour le Canada. L'Ontario est la province qui a le plus fort volume d'échanges commerciaux avec les États-Unis.

Le manque d'enthousiasme des Canadiens s'est accentué depuis quelques mois. En mars dernier, un sondage Gallup indiquait que 49 % des Canadiens désapprouvaient tandis que 32 % la favorisaient toujours.

Une autre consultation tenue en juin sur les mérites d'une éventuelle entente de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique a indiqué que les Canadiens étaient très divisés sur la question. Un tel traité était envisagé de façon favorable par 39 % des Canadiens, contre 44 % s'y opposant.

Une autre donnée intéressante tirée du récent sondage Gallup démontre que seulement 10 % des gens disant appuyer les conservateurs de Brian Mulroney, qui ont fait la promotion de l'Accord, croient aux bienfaits du libre-échange pour le Canada.

Les résultats de ce sondage sont tirés d'une consultation tenue du 12 au 15 septembre dernier, auprès de 1051 Canadiens d'âge adulte. Un échantillon de cette taille comporte généralement une marge d'erreur de 4 %, 19 fois sur 20.

Visite du Dalaï Lama  
à Ottawa

OTTAWA — Le Dalaï Lama, prix Nobel de la Paix, actuellement en visite au pays, était à Ottawa hier. Accompagné du président du Centre international pour les droits de la personne, M. Edward Broadbent, il a participé à une cérémonie visant à promouvoir le respect de ces droits à travers le monde.

recettes tirées de la vente de ces livres à ABCanada — la fondation pour promouvoir l'alphabétisation au Canada.

Faites un plein d'essence Formule Shell et commencez dès maintenant votre collection Or. Ainsi, vous contribuerez à une cause humanitaire très valable.

Grâce à ce geste, vous ferez des lecteurs qui vivront toujours heureux...



99¢  
CHACUN\*

ÇA BOUGE AVEC SHELL



\*UN LIVRE PAR PLEIN D'ESSENCE (MIN. 25 L), JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS.

Assermenté aujourd'hui

# Rae pourrait marquer l'Histoire une fois de plus

TORONTO (PC) — Le nouveau cabinet du premier ministre ontarien élu Bob Rae risque de marquer l'Histoire non seulement parce qu'il s'agit du premier gouvernement néo-démocrate dans cette province, mais aussi parce qu'on risque d'y voir un nombre sans précédent de femmes.

Après trois semaines de réflexion et de consultations, le nouveau premier ministre aurait choisi de former un cabinet d'environ 24 membres, dont plusieurs femmes, a admis dimanche une source proche des hautes instances du parti. Le record appartenait jusqu'à maintenant à David Peterson, avec six femmes ministres.

M. Rae, âgé de 42 ans, deviendra aujourd'hui le 21ème premier ministre de l'Ontario, lors d'une cérémonie d'assermentation à l'Université de Toronto.

Au poste important de trésorier, la nomination de l'ex-critique de l'opposition en matière économique et député de Nickel-Belt, Floyd Laughren, 54 ans, ne devrait pas causer de surprises. Il aura à mener la barque ontarienne, nouvellement « socialiste », dans les méandres de la récession naissante.

Mme Evelyn Gigantes, députée d'Ottawa-centre et réalisatrice radio et télé, devrait hériter du ministère de la Santé, alors que Mme Ruth Grier, d'Etobicoke-Lakeshore, serait nommée ministre de l'Environnement.

M. Rae devrait cependant se réserver le ministère des Affaires intergouvernementales, et nommer l'avocat Howard Hampton comme Procureur général.

La féministe Marion Boyd, qui avait réussi le tour de force de défaire David Peterson dans son

propre comté de London-centre, devrait aussi être nommée au cabinet.

Le NPD ontarien a fait élire 74 députés lors des dernières élections générales, dont 57 nouveaux venus sur la scène politique provinciale. Dans la composition de son cabinet, M. Rae recherchera un équilibre entre la représentation régionale, celle des femmes, et les qualités personnelles de chacun, a indiqué une source proche du bureau du premier ministre.



Bob Rae

## Le programme PARCQ mort et enterré

# Alan Redway veut donner la priorité aux plus démunis

MONTREAL (PC) — Aboli l'an dernier, le programme fédéral d'aide à la rénovation aux logements, qui représentait bon an mal an une enveloppe d'environ 40 millions \$ pour le Québec, est bel et bien mort et enterré. Il sera remplacé par un successeur plus modeste, destiné aux maisons de chambres.

C'est ce qu'a indiqué au quotidien Le Devoir le ministre fédéral de l'Habitation, M. Alan Redway, fermant définitivement la porte à toute possibilité qu'Ottawa revienne sur sa décision d'abolir le volet locatif du programme PARCQ (Programme d'aide à la rénovation Canada-Québec).

« En subventionnant la rénovation, nous aidons davantage à enrichir les propriétaires. Nous voulons plutôt cibler le programme aux populations les plus pauvres. Ce ne sera pas un programme aussi large que le précédent parce qu'il est trop difficile de poser des contraintes faisant en sorte que seuls les gens pauvres en bénéficient », a expliqué le ministre Redway, soulignant qu'avec un portefeuille restreint, l'argent se doit d'aller aux plus démunis.

Dans l'état actuel des finances fédérales, a-t-il ajouté, il ne faut pas en outre s'attendre à ce que

les budgets octroyés à ce nouveau programme équivalent à ceux du défunt programme PARCQ.

À Montréal pour sonder le cœur des élus sur ce projet, M. Redway s'est dit convaincu qu'un programme « amélioré » destiné aux maisons de chambres serait un moyen de choix pour rejoindre la clientèle vivant sous le seuil de la pauvreté.

Interrogé à ce sujet, le maire de Montréal, M. Jean Doré, s'est dit au courant du changement de cap envisagé par le fédéral. D'accord avec l'idée d'une aide accrue aux maisons de chambres, il maintient que l'abandon d'une aide à la rénovation esquisse particulièrement Montréal dont 75 pour 100 des résidents sont locataires.

Le retrait de la participation fédérale au programme PARCQ, financé aussi par Québec et les municipalités, avait provoqué, l'hiver dernier, une levée de boucliers dans le monde municipal.

## Reynolds abandonne Louiseville et investira ses 50 millions \$ en Ontario

LOUISEVILLE (PC) — Le projet d'implantation d'une usine de jantes en aluminium de la compagnie Reynolds est mort et enterré, a confirmé en fin de semaine le maire Sylvain Désaulniers.

Les quelque 325 emplois et 50 millions \$ d'investissement promis sont fichus, faute de bons de commande suffisants auprès des fabricants de voitures nord-américains.

« Le projet est bel et bien mort. Il n'y aura définitivement pas d'usine à Louiseville. La compagnie a trouvé une option plus favorable en Ontario où elle pense faire probablement l'acquisition d'installations à 20 pour 100 du coût de l'usine projetée à Louiseville », a déclaré le maire.

M. Désaulniers a appris cette nouvelle, vendredi, de la bouche du président et directeur général de la multinationale de l'aluminium, Randolph N. Reynolds.

Par ailleurs, il n'est pas totalement exclu qu'un quelconque « projet alternatif Reynolds » revienne sur le tapis d'ici à deux

ans. « On peut parler d'un projet de remplacement », a révélé le maire Désaulniers qui croit que les déclarations du premier ministre Robert Bourassa vendredi lors du caucus des députés libéraux du Québec de Beaucourt, allaient peut-être dans ce sens.

D'autre part, le maire a demandé que « Reynolds dépasse son mandat » avec Louiseville et fasse sa part quant aux dépenses encourues pour le processus du dézoning.

## Les entreprises devront investir dans la formation

RIMOUSKI (PC) — Les entreprises devront investir davantage dans la formation de la main-d'oeuvre pour relever le défi des années 1990.

C'est l'une des principales préoccupations qui ont émergé des débats auxquels ont participé quelque 400 délégués au congrès annuel des Chambres de commerce du Québec, à Rimouski.

Un des conférenciers à ce congrès, Claude Béland, le président du Mouvement Desjardins, a déploré le fait que la part d'investissements privés dans la formation professionnelle au Québec soit presque négligeable quand on la compare à ce qui se fait dans les autres pays industrialisés.

Et selon le président de la Chambre de commerce du Québec, Jean Lambert, il importe que les petites et moyennes entreprises relèvent le défi si elles veulent faire face à la concurrence et assurer leur rentabilité dans un monde de plus en plus compétitif au plan commercial.

**CONVERSATION ANGLAISE**

**LPS**®

681-6375

- Individuel
- Groupe (4 à 8 élèves)
- Cours à domicile avec cassettes VÉDÉO

CP 0624

**À QUI LA CHANCE?**

**Très belle aubaine!**

**OUVERT AUX VISITEURS**

**Dimanche 30 sept.**

Chemin des Mélèzes, Lac Beauport, terrain de 30 000 pi. ca., 3 chambres, bain tourbillon, etc.

**Directement du promoteur. Une aubaine. A qui la chance!**

Information: 849-9829

*"Ma vie a changé dans la bonne direction. Merci Nutri/Système!"*

**LE PROGRAMME COMPLET DE NUTRI/SYSTÈME AIDERA PLUS D'UN MILLION DE CLIENTS CETTE ANNÉE, IL COMPORTE:**

- Perte de poids sécuritaire, efficace et facile
- Programme de modification fondamentale du comportement\*\*

- Aucune nécessité de compter les calories
- Surveillance individuelle par des professionnels

De tous les programmes qui j'ai essayés, Nutri/Système est selon moi le meilleur et le plus complet.

PLUS DE 100 CLINIQUES À TRAVERS LE MONDE

nutri/système

cliniques minceur

3 SEMAINES

49\$\*

pour seulement

APPELEZ DÉSÀJOURD'HUI POUR UNE CONSULTATION GRATUITE ET SANS OBLIGATION!

SAINTÉ-FOY	658-3000	CHARLESBOURG	624-0440
VANIER	681-1212	NEUFCHÂTEL	847-0011
LÉVIS	835-9000	BEAUPORT	661-8000

\* Offre spéciale: comprend 3 semaines de service. Ne comprend pas le coût de la nourriture exclusive Nutri/Système, les livres et la maintenance. Nouveaux clients seulement. Pour un temps limité.

Une auto, *d'abord*

ça s'achète à la caisse

Desjardins.

849-000 003 76

**Chez Desjardins, vous trouverez sous le même toit une gamme complète de services financiers pour l'automobiliste:**

- prêt-auto préautorisé<sup>(1)</sup>
- prêt-automobile
- assurance-prêt (vie et invalidité)
- assurance automobile<sup>(2)</sup>

(1) Le prêt auto préautorisé est offert dans les caisses participantes. Offerte par un agent d'Assurances Générales des Caisses Desjardins Inc.

Services financiers Desjardins pour l'automobiliste. Bien plus qu'un prêt-automobile!

La caisse populaire Desjardins

Taux d'intérêt réduit de

2%

par rapport au taux en vigueur sur le prêt personnel actuel, pour un terme allant jusqu'à 60 mois. Cette réduction est applicable sur les automobiles neuves et usagées.\*

\* En vigueur jusqu'au 31 décembre 1990 dans les caisses affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec. Le membre doit fournir une preuve d'achat reconnue (contrat d'achat).

## Garçonnet victime d'un incendie

Un garçonnet de 11 ans a péri asphyxié tôt hier matin dans l'incendie de sa demeure, située au 583, rue Boivin à Roberval, au Lac-Saint-Jean. Trois autres membres de sa famille dormant à l'étage ont pu fuir à temps.

par ISABELLE JINCHEREAU  
LE SOLEIL

Martial Plourd et son fils Jean, 14 ans et Sarah, 4 ans, ont été réveillés vers 1 h 40 par le détec-

teur de fumée installé dans le passage et ils ont réussi à franchir l'épais nuage de fumée.

Mais Nicolas a eu moins de chance. Il s'est effondré dans l'escalier qui menait au rez-de-chaus-

sée. Son cadavre a été retrouvé vers 10 h hier. La mère était absente du logis lors de la tragédie. Elle travaillait.

Une quinzaine de policiers-pompier de Roberval ont combattu le brasier durant six heures. A leur arrivée sur les lieux, les flammes avaient envahi la vieille résidence en bois de deux étages, isolée au brin de scie et il était impossible de pénétrer à l'intérieur.

L'escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec à Chicoutimi a institué une enquête sur les causes de l'incendie. La résidence faisait l'objet de renovations.

Il s'agit du deuxième incendie mortel à survenir au Lac-Saint-Jean en l'espace d'une semaine. Lundi dernier, une femme et trois enfants sont décédés dans l'incendie d'un immeuble de quatre logements à Chicoutimi. Huit autres personnes sont sorties indemnes du sinistre. Un détecteur de fumée sans batterie avait été retrouvé sur les lieux.

## Deux grands hôtels Un petit prix !

**Holiday Inn®**

Québec

**69\$** OCCUPATION  
DOUBLE

Montréal

STE-FOY

**TOUS LES JOURS !**  
Sans frais: 1-800-HOLIDAY

AÉROPORT

3125, Hochelaga, Ste Foy  
Tél.: (418) 653-4901

Séjour le dimanche. L'offre se termine le 31 mars 1991.

6500, ch. Côte de Liesse  
Tél.: (514) 739-3391

## Les défis de ROBERT GILLET à 7h50 à CJRP 1060

Que feriez-vous pour  
gagner un séjour  
de 9 jours en France  
avec Robert Gillet?

Réalisez un exploit  
qui s'entend à la radio.  
Faites parler, chanter,  
bruiter... votre imagination!!!

Près de 25000 \$ en prix  
• Deux (2) voyages doubles par  
semaine en France tirés parmi les  
défis réalisés

Règlements disponibles à CJRP

• Deux (2) Week-ends Santé doubles par semaine  
parmi tout le courrier à l'Auberge Manoir de Tilly.

**LE SOLEIL**

**CJRP 1060**  
RADIO AM

**TRAFFIC**

**TRAFFIC**

GRUPE VOYAGES QUÉBEC INC.

Auberge  
**MANOIR DE TILLY**

"un nouveau centre-santé"



9 JOURS  
en  
FRANCE

- Paris la Ville Lumière
- La légende de Jimmy
- L'opéra rock de
- Luc Plamondon
- La Fête du Vin Nouveau
- Les bateaux mouches... et plus encore!

INSCRIVEZ-VOUS!

**COUPON DE PARTICIPATION**

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
DÉFI \_\_\_\_\_

Retournez ce coupon à: Les Défis - CJRP  
C.P. 4200, Sillery (Québec) G1T 2S2

## Donnacona manque de visibilité

DONNACONA — Donnacona souffre d'un problème de visibilité et doit faire connaître ses attraits afin d'assurer son avenir économique.

par DOMINIC HARDY  
collaboration spéciale

C'est l'une des principales conclusions à laquelle sont parvenus plus de 125 participants à un colloque portant sur l'avenir économique de Donnacona, hier. Cette ville de 5 676 résidents est plutôt méconnue et exploite mal ses points forts. Peu de gens, par exemple, savent que la plus grande agglomération de la région de Portneuf est la seule au Québec à être située près d'une rivière à saumons à seulement 40 km d'une grande communauté urbaine.

Cette situation a pour effet de faire en sorte qu'on vient dans cette ville industrielle dotée de nombreux services pour y travailler et non pour y demeurer. Ainsi, il y a 3 000 emplois à Donnacona mais seulement deux personnes sur trois qui y travaillent sont des résidents. C'est ce problème de perception qui doit être corrigé.

Suite à ce colloque, des comités ont été formés afin que les actions à prendre ne restent pas lettres mortes.

## En Bref

### Restaurant incendié

SAINT-TITE-DES-CAPS — Le restaurant le Boulevard de Saint-Tite-des-Caps a été incendié hier matin. Les pertes s'élevaient à 75 000 \$. L'établissement était la propriété de Mme Fernande Tremblay de Saint-Hilarion. La Sûreté du Québec a institué une enquête sur les causes de l'incendie.

### Agressé dans son logis

QUÉBEC — Un homme a été assailli samedi soir par un voleur qui a fait irruption dans son logement de la 18e Rue. La victime a été rouée de coups à la tête par l'intrus, qui réclamait son argent. Le suspect s'est finalement enfui avec la modeste somme de 9 \$.

### Témoins recherchés

MONTREAL — La Sûreté du Québec, poste de Candiac, désire entrer en communication avec les témoins de l'accident d'autobus survenu samedi matin sur l'auto-route des Cantons de l'Est, à Brosard, afin de compléter son enquête.

### Aide au stationnement

QUÉBEC — Le comité exécutif de Québec a adopté une ordonnance élargissant le territoire d'application du programme d'aide à la construction de cases de stationnement souterrain. Les crédits disponibles se chiffrent à 4 712 000 \$. Les subventions (4000 \$ par case) seront attribuées sur la base du premier arrivé, premier servi.

**ICAI** Institut canadien des affaires internationales

Le président de l'Institut canadien des affaires internationales, section de Québec, M. Robert Trudel, annonce la remise du Prix d'honneur 1990 à M. Yvon Dolbec pour souligner son rôle dans le développement du transport international.

Prix d'honneur 1990



M. Yvon Dolbec

fondateur, président du Conseil et chef de la direction de Dolbec & Associés international.

Présentation: M. Pierre Talbot, vice-président exécutif et directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain.

Conférencier invité: M. Michel Doray, premier vice-président aux affaires nationales et internationales de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins, président de la Société de développement international Desjardins (SDI).

La Bourse Radul-Dandurand 1990 sera décernée à un étudiant ou une étudiante à la maîtrise en relations internationales de l'Université Laval.

Date: Le mardi 23 octobre 1990

Heure: Réception 18h

Dîner 19h

Lieu: Salle de bal du Château Frontenac, Québec

Inscription: 45 \$ membres ICAI/ICRI

55 \$ non-membres

40 \$ étudiants

Reservation: Mme Maude Dubois 686-2462



Michel  
**CORBEIL**  
Le monde des fonctionnaires

## Erreur sur la personne

Vous aimeriez ça que le gouvernement vous vote, par erreur, une aide financière? De 6 millions \$, par exemple...

L'histoire est arrivée au président et seul actionnaire de la compagnie à numéros 2621-4007 Québec inc., M. Maurice Bolduc. Un décret, voté le 22 août, annonce que la Société de développement industriel lui prête cette somme pour la construction d'un complexe hôtelier d'une vingtaine de millions de dollars devant créer 300 emplois.

Le hic, c'est que l'idée de convertir l'ancienne usine Dominion Textile, au pied des chutes Montmorency, en un hôtel, est celle du promoteur beauceron Hervé Pomerleau. M. Bolduc, beauceron lui-même, connaît bien M. Pomerleau: ils sont associés dans une firme, à Sainte-Marie-de-Beauce. Mais le projet des chutes? M. Bolduc n'en connaît rien et c'est LE SOLEIL qui a appris à M. Bolduc « l'heureuse nouvelle » du versement d'un prêt participatif.

C'est une méprise du promoteur qui est à l'origine de l'imbroglio. Le holding de M. Pomerleau a toujours dans ses tiroirs des noms de compagnies incorporées, explique-t-on. Des cases vides, en quelque sorte, qui servent à recevoir des projets devant démarrer rapidement. Dans le cas de « 2621-4007 Québec inc. », fait savoir le vice-président Finances du groupe Pomerleau, M. Jean-Pierre Bégin, la raison sociale a été vendue à M. Bolduc pour le dépanner et c'est par mégarde que le groupe a demandé au gouvernement de verser l'argent dans cette case vide.



Histoire sans conséquence: le prêt participatif de 6 millions \$ pour aménager un hôtel au pied des chutes Montmorency a été adressé au mauvais promoteur.

M. Bégin parle d'une « connerie de détail ». La SDI jure qu'elle s'était aperçue de la faute avant que LE SOLEIL n'appelle. La SDI souligne qu'un nouveau décret fera en sorte que l'argent se retrouvera plutôt dans le compte en banque de « 2644-1881 Québec inc. ». Cette fois, en appelant le Fichier central des entreprises, le nom de M. Hervé Pomerleau est bel et bien sorti comme le président de la firme fondée le 11 mai 1989 et qui n'attendait qu'un projet pour vivre.

Rassurez-vous, même si le promoteur ne s'était pas aperçu de sa méprise, le bénéficiaire du prêt participatif n'aurait pu utiliser l'argent à d'autres fins, rapporte la SDI. Mats, l'aventure a dû provoquer un petit frisson, pendant un court instant, chez M. Bolduc.

## Le dégel dans les pays de l'Est

L'éclatement des gouvernements communistes de l'Europe de l'Est intéresse au plus haut point les responsables de l'immigration au Québec.

Le 29 août, le gouvernement Bourassa a décidé d'ouvrir un bureau temporaire à Vienne, en Autriche, pour mieux suivre « les profonds changements venant marquer la vie sociale et politique » dans ces pays. Dans leur décision, les ministres rappellent que « les changements ont un impact sur les mouvements migratoires » et que ces bouleversements « influencent aussi la nature des relations » avec cette région de l'Europe.

Le document indique que le gouvernement est « favorable à l'immigration en provenance de ces pays ». Il ne dit si ce geste est guidé par des raisons humanitaires ou s'il découle de l'intérêt suscité par l'exode de cerveaux — et de bras — qui menace ce coin de la planète. Chose certaine, Budapest n'est pas Hong-Kong et ce n'est certes pas pour attirer des « immigrants investisseurs » que le gouvernement a décidé d'établir une « présence temporaire » là-bas.

Par ailleurs, Québec a aussi résolu d'ouvrir un bureau semblable à Rabat, au Maroc, pour analyser les demandes en provenance du Maghreb, demandes qui sont en hausse. Dans un cas comme dans l'autre, Québec ne divulgue pas dans les décrets les budgets à la disposition de ces nouveaux établissements. Ils ne devraient pas coûter une fortune: les responsables québécois sont logés dans les ambassades du Canada en Autriche et au Maroc.

## Les cent diplômés de l'ENAP

Pour la seconde fois de son histoire, l'École nationale d'administration publique a atteint le cap des cent diplômés au niveau de la maîtrise. Il n'y a qu'en 1984 qu'elle a décerné plus de maîtrises. En outre, cette année, elle a attribué 25 diplômes en administration internationale.

Au-delà de cette compilation statistique, rappelons que le rôle de l'École est appelé à croître en raison d'une collaboration plus étroite avec le gouvernement du Québec. Récemment, à la collation des grades, le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Claude Ryan, l'a souligné: la mission de l'ENAP est appelée à « être très riche et très prometteuse » pour faire en sorte que « l'administration publique relève des défis de plus en plus grands ». Et M. Ryan s'est dit favorable à délier les cordons de la bourse pour que l'École remplisse ce mandat.

## Une « planque » pour retraités ?

Sur les 36 enquêteurs de la police « verte » du ministère de l'Environnement, pas moins de 28 sont des policiers retraités — touchant pleine pension.

À Québec, 12 des 14 enquêteurs touchent une pension en plus de leur salaire: huit proviennent de la Sûreté du Québec; trois, de la Gendarmerie royale du Canada; un, de la sûreté municipale. L'équipe de Montréal compte 16 enquêteurs qui sont aussi des pensionnés: 11 de la SQ; un de la GRC; trois de la Communauté urbaine de Montréal; un provient de la police militaire.

Ce recrutement s'explique par le fait que l'Environnement voulait une équipe d'expérience, capable d'être efficace rapidement, rapporte une porte-parole. « Ce ne sont pas des inspecteurs. Ils doivent amasser des preuves en vue de déposer des poursuites. » Le second concours est moins exigeant: le ministère demande trois ans d'expérience plutôt que dix années, la première fois.

On peut joindre l'auteur de ces lignes au numéro de téléphone suivant: 644-4015.

Tous ces titres ayant été vendus, cette annonce est publiée à titre d'information seulement.

Placement secondaire

Offre de



**BCE Inc.**

**637 500 000 \$**

**37 500 000 unités**

Chaque unité étant composée d'une Action Ordinaire (attestée par un reçu de versement) et d'un Bon de souscription d'une Action Ordinaire

de

**TransCanada PipeLines Limited**

Prix: 17,00 \$ l'unité dont une tranche de 8,75 \$ est payable à la clôture

Les soussignés ont acquis ces titres de BCE Inc. pour les revendre aux investisseurs

ScotiaMcLeod Inc.

Capital Midland Walwyn Inc.

Corporation Gordon Capital

Burns Fry Limitée

Nesbitt Thomson Deacon Ltée

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

Wood Gundy Inc.

Levesque Beaubien Geoffrion Inc.

Richardson Greenshields du Canada Limitée

Trilon Securities Corporation

octobre 1990

LE MONDE



« Plus jamais l'Allemagne »

La police est-allemande a fait usage de la force, hier, afin de disperser des anarchistes qui scandaient des « Plus jamais l'Allemagne » (unifiée) à la porte berlinoise de Brandebourg. Environ 60 policiers ont, sans avertissement aucun, foncé sur une centaine de protestataires pacifiques qui s'approchaient de ce monument démarquant l'Est et l'Ouest de Berlin. L'affrontement est survenu alors que le spectre de la violence de la part d'extrémistes de gauche ou de droite hante les célébrations, mercredi, de la réunification des deux Allemagnes. Des centaines de néo-nazis ont provoqué la police et saccagé des boutiques sur la place centrale de Berlin-Est, vendredi. Le même groupe d'extrémistes sema le désordre lors de trois matchs de soccer, le lendemain. Par ailleurs, 62 % des Français estiment que l'Allemagne réunifiée va dominer la Communauté européenne, selon un sondage que publie aujourd'hui le quotidien français Le Figaro. 57 % des Allemands ne croient pas à une telle éventualité.

Pour contrer un Saddam Hussein plus conciliant  
L'ONU ferait usage de la force

NEW YORK (AP, AFP, Reuter) — Pendant que le président irakien Saddam Hussein adoptait un ton plus conciliant en se servant d'une ouverture de la France, les États-Unis ont entrepris des contacts avec leurs alliés et l'URSS à propos d'une éventuelle résolution des Nations unies (ONU) comprenant l'usage de la force contre l'Irak pour obtenir son retrait du Koweït, a indiqué hier un responsable américain sous le couvert de l'anonymat.

Sans qu'un projet de texte n'ait encore été écrit, « nous avons discuté toutes les options avec les alliés et l'URSS », a déclaré ce responsable. A la question de savoir si cela comprenait une possible résolution recourant à l'article 42 de la charte de l'ONU prévoyant un usage de la force, il a répondu: « toutes les options ».

Ces contacts ont eu lieu au cours des derniers jours à New York où le secrétaire d'État James Baker a rencontré le ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, et les chefs de la diplomatie des pays du groupe des Sept (autre les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la RFA, l'Italie, le Japon et le Canada).

M. Chevardnadze a averti l'Irak, mardi dernier, que l'ONU avait les moyens militaires de mettre fin à une agression et le ferait si ce pays ne se retirait pas du Koweït. Il a indiqué pour la première fois samedi à la chaîne de télévision américaine NBC que l'URSS participerait à une éventuelle opération militaire sous l'égide de l'ONU.

Saddam veut « dialoguer »  
Entre-temps, le président Saddam Hussein a souhaité hier l'ouverture d'un dialogue pour parvenir à une « solution réaliste » de la crise du Golfe mais il a exclu tout retour à la situation d'avant l'invasion irakienne du Koweït.

Au même moment, des prédicateurs en Irak appelaient tous les musulmans à s'enrôler pour la « guerre sainte » afin de délivrer

les terres saintes d'Arabie Saoudite de « la souillure des forces mécréantes, venues avec les prostituées et les danseuses ».

Saddam Hussein a également fait état de « contacts avec le gouvernement français », sur la nature desquels il n'a donné aucune précision, visant à « expliquer de manière précise le point de vue irakien » dans la crise du Golfe.

Il a relevé la pertinence du plan en trois points présenté la semaine dernière par son homologue français François Mitterrand, lequel suggérerait une conférence internationale pour discuter globalement de tous les problèmes du Proche-Orient.

Le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas a toutefois affirmé hier soir à New York que la France n'avait « aucun contact particulier » avec l'Irak « en dehors des contacts diplomatiques normaux » dont aucun, dit-il, n'a porté sur une négociation quelconque.

Affamer les otages?

L'Irak est revenu samedi soir sur ses menaces d'affamer les otages étrangers qu'il détient. Le ministre irakien du commerce a démenti que des restrictions alimentaires spéciales aient été décidées pour les deux millions d'étrangers, tout en reconnaissant

que l'embargo commençait à produire des effets en « diminuant les capacités (irakiennes) à pourvoir à tous les besoins alimentaires en Irak ».

Il a affirmé que tous ces étrangers avaient droit aux cartes de rationnement pour l'obtention des produits de base (farine, riz, huile de cuisine, thé, sucre, féculents, lait pour nourrissons, savon et produits de lessive) au même titre que les Irakiens.

L'Inde a commencé hier les opérations de distribution des 10 000 tonnes de vivres et médicaments acheminées par le cargo indien Vishwa Siddhi.

Enfin, alors que l'enquête se poursuivait à Djibouti pour identifier et retrouver les auteurs de l'attentat contre des militaires français qui a fait vendredi un mort et 17 blessés, le département d'État américain a mis en garde tous les Américains à l'étranger contre d'éventuels actes terroristes liés à la crise du Golfe.

L'hebdomadaire allemand Der Spiegel affirme pour sa part dans son édition paraissant aujourd'hui que, selon les services secrets égyptiens, des agents irakiens et palestiniens attendent actuellement en Grande-Bretagne, en France, en RFA et en Italie le feu vert de Bagdad pour y lancer des actions terroristes.

1670 320 ans à vous offrir qualité, service et satisfaction, avec en plus notre garantie de remboursement. 1990  
★ LA BAIE ★

UNE JOURNÉE EN OR  
POUR LES 65 ANS ET PLUS  
LE MARDI 2 OCTOBRE 1990



TOUTE LA JOURNÉE!

15 %\* DE RABAIS SUR PRESQUE TOUS VOS ACHATS!  
Réservez votre mardi 2 octobre 1990 pour une journée de magasinage pas comme les autres! Ce jour-là, nos clients âgés de 65 ans et plus pourront profiter d'un rabais de 15 % sur presque tous les articles en magasin, rabais également applicable dans nos salons de coiffures, au studio de photo, et au rayon

d'optique, à la Baie. Pour avoir droit à votre rabais, vous n'avez qu'à présenter votre carte de l'Âge d'Or, votre permis de conduire, votre certificat de naissance ou toute autre pièce d'identité prouvant votre âge. Achats en magasin seulement.

EXCEPTIONS: tabacs, restaurants, produits pharmaceutiques, produits de beauté et fragrances, sacs à main Bree, articles Liz Claiborne, gros électromé-

nagers, fours à micro-ondes, téléviseurs, magnétoscopes, accessoires vidéo, radios, chaînes stéréo, accessoires audio, téléphones, répondeurs téléphoniques, commandes spéciales, salons de coiffure Prix fixe, centres de liquidation mode, chèques-cadeaux et la plupart des services à la clientèle.

Les services et les rayons concédés peuvent varier selon le magasin. Une liste complète des exceptions sera affichée à votre magasin la Baie.

Cascade de taxes et de coupes aux États-Unis

WASHINGTON (AP, AFP) — L'administration Bush et le Congrès américain ont annoncé hier la conclusion d'une fragile entente de dernière heure pour un train d'augmentations de taxes indirectes et de coupes sombres dans les programmes sociaux et les dépenses militaires afin de réduire le déficit budgétaire de 500 milliards \$ d'ici cinq ans.

Le Congrès a d'ailleurs voté hier soir une loi permettant temporairement à l'administration américaine une poursuite normale de ses activités dans l'attente de l'adoption par les parlementaires de cet accord.

Faute d'un tel accord, la loi Gramm-Rudman de retour à l'équilibre budgétaire se serait appliquée dès aujourd'hui, début de l'année fiscale 1991, entraînant la mise à pied de centaines de milliers de fonctionnaires.

Cette loi d'urgence, votée par la Chambre des représentants et le Sénat, doit ensuite être signée par le président américain.

Elle permet à l'administration de poursuivre ses opérations, alors que le budget 1991 n'a pas été officiellement approuvé.

Outre les dépenses ordinaires du gouvernement, la résolution votée hier soir prévoit 2 milliards \$ pour l'opération « Bouclier du désert », l'envoi de troupes américaines dans la région du Golfe, qui coûte aux

États-Unis plus d'un milliard \$ par mois.

Pour parvenir à l'équilibre budgétaire en 1995, l'accord comprend notamment une augmentation très importante — souvent un doublement — des taxes frappant l'essence, les cigarettes, l'alcool et certains produits de luxe. Ces mesures rapporteront la coquette somme de 134 milliards \$ sur cinq ans.

Le relèvement de ces taxes « ne me satisfait pas » mais est nécessaire pour « mettre sous contrôle ce déficit » et rassurer ainsi « les marchés (financiers) mondiaux », a affirmé le président George Bush qui s'était longtemps opposé à toute augmentation des impôts.

Les chefs de file du Congrès s'attendent à ce que leurs troupes entraînent les pieds pour approuver cet accord. Elles doivent le faire d'ici le 19 octobre prochain. Le Congrès devrait en effet montrer ses réticences face aux nombreuses mesures impopulaires contenues dans le compromis, à deux mois d'élections législatives.

L'Ukraine anti-soviétique

MOSCOU (Reuter, AFP) — Quelque 60 000 manifestants indépendantistes, escortés par des camions de l'armée, ont défilé hier dans les rues de Kiev, la capitale de l'Ukraine, à la veille d'une grève dans toute la république appelée par les mouvements nationalistes.

Selon M. Oles Fedorouk, de l'Assemblée Inter-partis d'Ukraine, les manifestants sont « venus de toute l'Ukraine » pour faire pression sur le parlement de la république, qui ouvrirait hier sa session d'automne.

Les mots d'ordre avaient notamment pour but d'appeler le Soviet Suprême (parlement) de la république à rejeter le nouveau traité de l'Union que le parlement soviétique est en train de préparer, a ajouté M. Fedorouk. Ils ont de plus exigé l'organisation de nouvelles élections législatives.

Après s'être réunis près du stade de Kiev en début d'après-midi, les manifestants ont défilé jusqu'en fin de soirée à travers le centre ville, en demandant également que les « appels ukrainiens servent en Ukraine, et la création de forces armées d'Ukraine », a précisé le porte-parole.

Sollicités par les mouvements nationalistes, les organisations de mineurs du Donbass ont fait savoir qu'elles soutenaient le principe du débrayage, laissant toutefois chaque mineur libre de décider d'un éventuel arrêt de travail.

Les mineurs ont notamment approuvé les objectifs du mouvement: la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl, la privatisation de la propriété sous le contrôle des comités de travailleurs et la nationalisation des biens du Parti communiste.

Selon l'agence officielle soviétique TASS, il y avait de nombreux slogans « anti-soviétiques et anti-socialistes » durant la manifestation, au cours de laquelle la quasi-totalité des mouvements politiques non-communistes ont participé.

Lors du meeting inaugurant la manifestation, les mouvements nationalistes ont adopté une résolution appelant « à la sortie de l'Ukraine de l'Union soviétique, à une révision de la déclaration de souveraineté de la république et au démontage des monuments à Lénine à Kiev et dans les autres villes d'Ukraine », a précisé TASS.

A Donetsk, bastion des mineurs d'Ukraine, le Roukh, une organisation nationaliste, avait également organisé un meeting « peu important, mais comportant de nombreuses attaques contre le PCUS et le pouvoir soviétique », selon TASS.

Satisfaction garantie. On peut s'y fier!



C'EST BIEN MEILLEUR À NOS RESTOS LIBRE-SERVICE!

À l'heure du lunch, dégustez notre célèbre pâté au poulet pour seulement 3,19 ch. De plus, obtenez 15% de rabais à l'achat de tout produit à nos restos libre-service. (Sauf les boissons alcoolisées). En vigueur le 2 octobre 1990. Pour les personnes de 65 ans et plus, sur présentation d'une preuve d'âge.



Compagnie de la Baie d'Hudson

## ÉDITORIAL

Avoir les  
moyens de  
sa politique

La fin du Canada à 11 ne signifie pas automatiquement la naissance d'un Canada à deux. Québec se réveille peu à peu, sur l'amer constat que le partenaire fédéral n'accepte pas les nouvelles règles du jeu fixées unilatéralement par le gouvernement québécois à la suite de l'échec de l'entente du lac Meech.

Il ne suffit pas de proclamer bien haut ses souhaits, en politique. Il faut également avoir les moyens de sa politique, comme le reconnaissait le ministre Gil Rémillard la semaine dernière. Pendant que les Québécois reprennent leurs exercices d'introspection nationale et s'apprentent à vider leur sac devant la Commission Bélanger-Campeau, le Canada agit.

Ou plutôt, le Canada n'agit pas ! La sainte alliance Mulroney-Bourassa ne résiste pas face à la ligne dure adoptée par les politiciens ontariens, de David Peterson à Bob Rae, par l'appareil politique et administratif fédéral, et finalement par l'opinion anglo-canadienne qui ne veut rien savoir du particularisme québécois sous quelque nom qu'il se camoufle.

Les récentes semaines ont montré un triple recul du Québec, sur le front des communications, de la formation professionnelle et de l'immigration. Des dossiers qui devaient se régler en quelques heures à peine entre technocrates, comme le disait Brian Mulroney sous la colère et la déception de l'immédiat après-Meech, ne bougent plus.

La symbolique de Meech axée sur la dévolution de pouvoirs d'Ottawa vers les provinces est bel et bien morte. Le gouvernement central, à défaut de pouvoir se concerter avec l'ensemble des provinces, revient au bon vieux fédéralisme à la Trudeau.

Il fait semblant de consulter, puis il décide unilatéralement. Aux mécontents alors de monter aux barricades, avec la difficile tâche de modifier une politique bien établie. Encore deux ans de ce régime, et Jean Chretien n'aura plus rien à promettre !

Que font les élus conservateurs québécois qui se disent nationalistes ? Avalés par le système, défenseurs à leurs yeux des intérêts nationaux du Québec au sein du gouvernement fédéral, ils participent à la confiscation des volontés autonomistes de la majorité.

Sans doute devaient-ils éviter de provoquer la chute de Brian Mulroney en démenageant tous leurs penates au Bloc québécois de Lucien Bouchard. Mais il faut maintenant s'interroger sur le bien-fondé de cette appréciation politique, si le gouvernement maintient une ligne du refus de plus en plus évidente et s'ils ne peuvent ou ne veulent l'infléchir. Aussi se pose la question de leur choix, entre la patrie et la limousine.

M. Mulroney a le mandat de protéger le Canada contre les forces de désagrégation qui le tirent à gauche et à droite. Ce devoir lui interdit de traiter le Québec comme une province différente tant que les Québécois n'auront pas exprimé clairement leur choix politique.

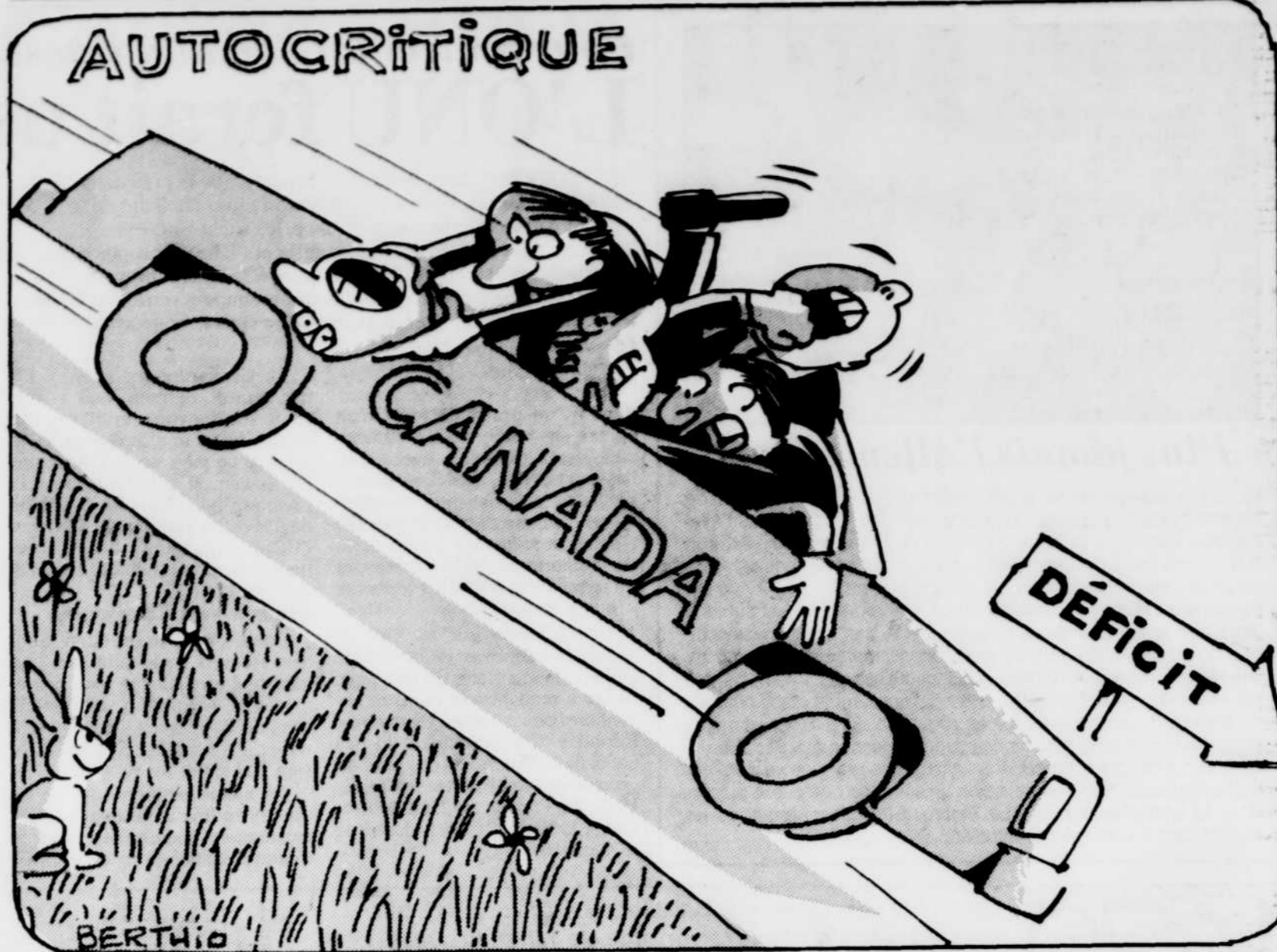
Le gouvernement Bourassa se cherche. Certains l'entraînent vers une voie plus nationaliste. D'autres maintiennent un cap fédéraliste orthodoxe. La majorité des électeurs, actuellement, désire remplacer le régime actuel par une forme de souveraineté, contrairement aux vœux profonds du premier ministre qui se retrouve à la remorque de l'opinion publique.

Qu'il se montre trop mollassé au cours des prochains mois, qu'il donne l'impression d'utiliser la Commission Bélanger-Campeau comme un jouet pour tuer le temps, et Ottawa aura conclu que le Québec n'est pas sérieux. Il lui sera loisible alors d'occuper les lieux et de hausser les épaules.

Le retour de la *realpolitik* fédérale se fait encore avec le sourire. Les responsables des dossiers sectoriels, à Québec, rient jaune, par contre. Le gouvernement a été pris de court par l'échec constitutionnel, et commence à en payer le prix. Il lui revient de reprendre la tête du combat politique. Les finasseries coûteront cher à tous.

RAYMOND GIROUX

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration  
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur  
ROBERT NORMANDÉditeur adjoint et rédacteur en chef  
et directeur de l'éditorial  
J.-JACQUES SAMSONDirecteur de l'information  
DENIS ANGERSVice-président et trésorier  
CHARLES-A. POULIN

Votre Opinion

## Holà! la bière!

Moi, je suis une résidante de 13 ans qui reste à Cap-Rouge. Vous savez qu'il y a eu un tournoi de balle molle au parc école Marguerite-d'Youville. Ben moi, j'y ai assisté les deux derniers soirs. Vous avez sûrement vu que O'Keefe commandait le tournoi. Et O'Keefe, a vendu un certain nombre de caisses de bière aux responsables du tournoi pour pouvoir financer et faire des profits.

Ben moi, j'ai trouvé ça totalement con ! T'se, il vendait de la bière naturellement, mais ce qui n'était pas normal c'est qu'ils en vendait à n'importe quelle personne qui voulait en acheter. Il y a même un gars que j'ai rencontré qui avait 15 ans et qui était rendu à sa 3e et même que toute sa gang était rendue au même point que lui.

Je sais bien qu'ils ont besoin de vendre des choses comme de la bière pour se financer, mais ce n'est pas une raison pour en vendre à des jeunes de moins de 18 ans.

Sinon, pourquoi vous nous empêchiez de pouvoir entrer dans les bars ? Moi, je trouve ça épais. C'est pas que je suis une petite fille modèle, sage comme une image.

Pis après, nos parents ou nos grands-parents, que ce soit n'importe qui du monde adulte, qui viennent nous dire que les jeunes sont rien qu'intéressés qu'à prendre une brosse. C'est pas de notre faute si dans les tournois ou autres festivités comme ça, ils nous vendent de la bière sans problèmes.

P.S.: Les dirigeants de O'Keefe devraient s'assurer que la vente de la bière se fasse sous contrôle, sans ça qu'est-ce qui pourrait bien arriver un jour ? Pensez-y bien MM. les millionnaires de la brosse.

Karine Dubé  
Cap-Rouge

## Que l'ONU dirige

On a laissé l'Irak et l'Iran s'entretuer pendant huit ans sans décréter aucun embargo ; pis encore, on leur vendait des armes, à tour de rôle, afin de prolonger un conflit qui a causé des centaines de milliers de morts.

On a laissé sans réagir Saddam Hussein massacrer à l'arme chimique des populations civiles Kurdes, ce qui était humainement plus condamnable que l'annexion du Koweït, pays artificiel peuplé à plus des 3/4 de domestiques étrangers au service de la production d'un pétrole bon marché ; qui plus est, les capitaux acquis étaient réinvestis dans nos économies par les émirs peu soucieux de développer leur propre pays.

Mais il y a eu invasion et les Artistes pour la paix se réjouissent de l'unanimité de l'ONU à décréter enfin un embargo contre l'Irak. Cette unanimité nous semble porteuse de germes extraordinaires de paix future, en plus d'être assez efficace pour imposer à l'Irak un rappel de ses troupes hors du Koweït et la fin de son expansionnisme aux dépens de ses voisins.

He las, les États-Unis ont mis cette alliance nouvelle à rude épreuve en décrétant précipi-

tamment un blocus militaire, auquel participent nos navires de guerre canadiens, sans attendre une décision en ce sens du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est regrettable.

D'autant plus que l'emploi d'une force étrangère identifiée aux amis traditionnels d'Israël (USA, France, Grande-Bretagne, Australie, Canada) risque selon notre analyse de retourner l'opinion arabe nationaliste actuellement opposée aux visées agressives du dictateur Saddam Hussein.

Notre gouvernement serait mieux inspiré en s'assurant que ses efforts militaires soient concertés diplomatiquement avec l'ONU et non uniquement avec Washington. Il devrait proclamer bien haut que nos navires ne seront d'aucune provocation guerrière et ne participeront qu'à une stratégie adoptée par l'ONU.

Pierre Jasmin, président  
Artistes pour la paix  
Montréal

## L'accès au fleuve

Je suis allé faire le tour de l'île de Montréal à vélo, un tour complet de 130 kilomètres par la route longeant les rives : ch. Bord du Lac, boul. Gouin, rue Notre-Dame, etc.

Pour un résident de Québec, il est difficile d'accepter que les Montréalais soient plus choyés que nous dans un aspect majeur de l'environnement, l'aménagement des berges.

Tout autour de l'île, à peu d'exception près, on peut, dans

des parcs linéaires, circuler soit à pied ou à vélo le long du fleuve et de la rivière des Prairies. Comment ne pas faire la comparaison avec la région de Québec qui est sillonnée par le même cours d'eau, mais où aucun accès n'est possible.

On va me répondre qu'on a de très beaux espaces verts à Québec, les plaines d'Abraham et le parc Cartier-Brebeuf. C'est effectivement très beau, mais je ne parle pas du mont Royal ni du parc Lafontaine.

Lorsque le président de la Communauté urbaine a mis de l'avant l'été dernier le « Projet de mise en valeur du littoral », de Beauport à St-Augustin, on a tout de suite pensé à une autre idée de grandeur de la CUQ qui projetait une piste cyclable de 55 km.

Ce n'est qu'une idée de visionnaire, mais un minimum qu'on doit donner à la population de la région de Québec.

Le fleuve n'est pas plus propre à Montréal qu'à Québec et on n'a pas attendu que l'eau soit claire et limpide pour donner aux citoyens l'accès aux rives.

Si l'idée d'une piste cyclable ne plaît pas puisqu'il est suspect dans certains milieux de faire du vélo, limitons-nous à parler d'aménagement de berges avec sentiers récréatifs, mais qu'on agisse le plus rapidement possible sinon on devra se contenter de béton comme c'est le cas le long de la St-Charles.

Gilles Beaulieu  
Charlesbourg

## Point de vue

## Le dérapage d'une vision économiste des autochtones

par Richard DOMINIQUE

L'article du professeur Jean-Luc Migué paru dans LE SOLEIL le 13 septembre 1990 est fort intéressant à plusieurs égards. Plus particulièrement, il permet d'observer la situation autochtone du Canada sous un angle scientifique où les Indiens sont présentés davantage comme des humains en relation avec un système bureaucratique et non comme des victimes innocentes hors de l'histoire.

Le professeur Migué excelle pour décrire le Welfare state mais dérape lorsqu'il tente de décrire « la société indienne ».

L'article du professeur Migué manque de profondeur historique, ethnographique et sociologique. Trois dimensions qu'il considère d'ailleurs superflues puisque « l'économiste ou l'analyste digne de ce nom ne voit rien là de surprenant. Les comportements individuels ne sont jamais liés pour lui à l'éthnie, à la classe sociale, ni à la culture... »

En réduisant les Autochtones à des individus parmi tant d'autres, et plus particulièrement à l'homme oeconomicus du modèle néo-libéraliste, le

professeur Migué oublie que ces gens ont des institutions particulières, ne serait-ce que leur système de parenté, et des objectifs et des valeurs économiques quelquefois divergents de ceux prévalant dans la société industrielle nord-américaine.

Certes le Welfare state profite à une bureaucratie tant autochtone que canadienne et cultive l'irresponsabilité au sein des sociétés aux prises avec ce système.

Cependant il faut bien identifier les symptômes et ne pas présenter le patient plus malade qu'il ne l'est ou encore prétendre détenir une potion qui guérit tout les maux. Sans donner des chiffres et citer ses sources, le professeur Migué écrit :

« Le taux de chômage dépasse le double celui de la population blanche du voisinage. La proportion des familles monoparentales atteint des sommets jamais approchés dans le reste de la société ».

Ou encore : « le niveau de scolarisation monte en flèche chez les Indiens qui ont quitté la réserve. L'incidence de la pauvreté et du chômage tombe aussi à des niveaux comparables au reste de la société. Au total, le niveau de vie converge progressi-

vement vers celui des non-Indiens ».

De telles statistiques sont loin d'être fondées et la comparaison sous-jacente est vicieuse parce que le professeur Migué laisse sous-entendre que le chômage ne dépend pas des conjonctures régionales, que la famille ne peut être organisée que d'une seule façon et que hors de la réserve les Indiens deviennent normaux c'est-à-dire comme nous.

Le professeur Migué affirme également que les Indiens ont plus accès aux terres que tout autre citoyen canadien. Que veut-il dire ? À quels documents réfère-t-il pour soutenir une telle affirmation ? Ne dit-il pas plus loin que les Indiens ne possèdent aucunement les terres sur lesquelles ils exercent leurs activités ?

Supposons, par exemple, que le professeur Migué fait référence aux réserves à castors ou plusieurs lots de piégeage sont réservés aux Autochtones. Il faut savoir que l'exclusivité ne se résume qu'au trappage des animaux à fourrure.

Par conséquent, tout citoyen canadien a accès à ces terres et peut exercer des activités autres que le piégeage des animaux à fourrure.

En contrepartie, l'Indien ne peut

empêcher aucune opération forestière, minière, hydroélectrique ou encore des activités de chasse et pêche sportives venant concurrencer et perturber son activité économique.

Encore une fois, des sociétés indiennes sont réduites à une activité économique et toutes leurs autres activités économiques interrelées à celle-ci ne sont pas prises en considération et sont le plus souvent réprimées (ex. : la chasse et la pêche).

Enfin, le professeur Migué connaît peu les systèmes politiques autochtones et les singularise en affirmant que « la société indienne forme en effet une sorte d'oligarchie héréditaire ». De plus, il ajoute que les individus indiens sont des victimes du Welfare state incapables de réagir parce que trop grassement gavés par les programmes gouvernementaux.

Au sein des sociétés autochtones du Canada, il y a des groupes d'individus qui résistent, qui vivent en étant responsables de leur destin et qui mettent sur pied des entreprises sans toutefois quitter leur communauté.

Leur projet de société ne repose pas nécessairement sur les valeurs

que le professeur Migué présente comme fondamentales, essentielles et universelles pour réussir dans la vie soit « un mariage stable, le travail, l'épargne et l'initiative ».

Oui, la solution passe par la restauration de la propriété des terres aux autochtones mais pas à des individus pris séparément mais plutôt à des sociétés autochtones ayant leurs différences et le droit de l'exprimer.

Par la suite, les autochtones s'arrangeront entre eux selon le mode de redistribution qu'ils désireront. Leur choix concernant la répartition des terres entre eux ne nous concerne pas. Peut-être que certaines sociétés indiennes choisissent notre forme de partage tandis que d'autres expérimentent d'autres avenues.

Peu importe, le principal c'est qu'ils seront des sociétés qui ne pourront plus se plaindre d'un manque d'autonomie et qui devront compter sur leurs moyens pour se développer. Ceci n'exclut pas pour autant la mise en commun de certains services et la négociation de certains programmes avec notre société.

Toutefois, ils en assumeront la charge tant financière qu'administra-

tive. La solution du professeur Migué fait fi des sociétés autochtones et de leurs institutions puisqu'il réduit les Indiens à n'être que des individus indifférents aux prises qu'avec un seul problème soit le Welfare state.

La langue, la parenté, la religion et les autres composantes sociales d'une société ne lui semblent pas importantes et n'ont aucune incidence sur le mode de vie des individus selon son modèle explicatif.

Fondamentalement, le professeur Migué croit que toute analyse scientifique ne doit tenir compte que de l'individu en tant qu'être réagissant mécaniquement aux stimuli économiques. Toute analyse ou action allant au-delà de cette dimension est vouée à l'inefficacité.

Je tiens à lui rappeler que pour qu'il y ait un individu il faut au départ que deux personnes le produisent et que, par conséquent, il est le résultat d'une interrelation et non une entité autonome.

M. Richard Dominique est anthropologue, administrateur au sein de la fonction publique québécoise et auteur d'ouvrages sur la question autochtone.

En Bref

■ L'URSS veut 12 milliards \$

PARIS (AFP) — M. Nikolai Petrakov, conseiller économique du président Mikhaïl Gorbatchev, estime dans une interview que l'URSS a besoin « au minimum de 10 à 12 milliards \$ » pour « injecter massivement des biens de consommation » dans le pays afin « d'amorcer » sa transition vers l'économie de marché.

■ Demetrios 1er perd sa croix

KALAMBAKA (Grèce) (AFP) — Un fragment de la croix historique que porte le patriarche oecuménique de Constantinople, Mgr Demetrios 1er, a été perdu samedi soir pendant une messe en son honneur. Il s'agit d'une demitourte de croix composée de six pierres précieuses, des diamants et des émeraudes.

■ La Libye et le Tchad

NICOSIE (AFP) — La Libye a estimé hier qu'elle n'a plus aucun problème avec le Tchad après que la Cour Internationale de Justice eût été saisie du différend territorial entre les deux pays, indique l'agence libyenne JANA reçue à Nicosie.

■ Ces Hongrois boudeurs

BUDAPEST (AFP) — Six mois seulement après la chute du régime communiste, les consultations électorales, les Hongrois ont boudé les élections municipales où le taux de participation n'avait pas atteint, hier après-midi, les 40% requis dans les grandes villes, dont Budapest.

■ Moscou et Israël renouent

NEW YORK (AFP) — L'Union Soviétique et Israël sont convenus de restaurer leurs relations diplomatiques au niveau consulaire, ont annoncé hier les ministres des Affaires étrangères des deux pays.

■ L'URSS et Corée du Sud

NEW YORK (AFP) — L'Union soviétique et la Corée du sud ont annoncé hier à l'ONU l'établissement de leurs relations diplomatiques et l'échange d'ambassadeurs entre leur deux pays le 1er janvier prochain.

■ Nez à nez en Autriche

VIENNE (AFP) — Les socialistes du chancelier Franz Vranitzky (SPOe) et les conservateurs du vice-chancelier Josef Riegler (ÖVPe) sont au coude à coude dans les sondages à une semaine des élections législatives en Autriche, dans une campagne électorale dominée par les scandales financiers et la peur de l'afflux des réfugiés d'Europe de l'Est.

■ Michel Aoun a des appuis

BEYROUTH (AFP) — Près de 25 000 personnes ont manifesté hier dans le « pays chrétien » au Liban leur appui au général Michel Aoun et leur refus du blocus imposé par l'armée du président Elias Hraoui pour le forcer à se soumettre.

■ Pour purifier le sang

ROME (AFP) — Six chercheurs italiens ont découvert une nouvelle technique permettant de purifier les cellules qui « fabriquent » le sang, avec des perspectives d'application rapides pour les leucémiques et les malades du SIDA notamment, a-t-on appris hier de sources scientifiques à Rome.

■ Des jumeaux centenaires

BORDEAUX (AFP) — Des jumeaux centenaires ont soufflé ensemble leurs deux cents bougies lors d'une fête organisée hier dans un restaurant de Salannes, dans le sud-ouest français. Nés à Bordeaux le 30 septembre 1890, Georges et Robert Bourit, qui ont toujours habité la région, ne se sont jamais séparés, sauf pendant la guerre de 1914-18.



Le victorieux Singh

La coalition minoritaire au pouvoir depuis dix mois en Inde, a adopté hier une résolution affirmant que M. V. P. Singh (photo) doit rester premier ministre. Mais les protestations populaires persistent contre sa décision du 7 août de réserver presque la moitié des emplois publics aux castes défavorisées. Trois jeunes gens se immolés ou empoisonnés, hier, portant à 15 au moins en une semaine le nombre des suicides liés à cette politique.

Quatre Blancs sont retrouvés mutilés dans un ghetto noir

PRETORIA (AFP, AP) — Trois autres personnes, outre les quatre Blancs dont les corps ont été retrouvés dans le ghetto noir de Khutloanong (État libre d'Orange), sont mortes lors d'une nouvelle irruption de violence dans les ghettos noirs, a indiqué hier la police sud-africaine.

Un Noir a été tué ce week-end par la méthode dite du « collier » (un pneu enflammé passé autour du cou) dans le ghetto de Sebokeng (sud de Johannesburg), a indiqué un porte parole, ajoutant que deux autres Noirs avaient été tués dans le ghetto de Tembisa (est de Johannesburg).

Les corps mutilés et partiellement brûlés d'une femme et de trois hommes blancs avaient été retrouvés à Khutloanong, près de la ville d'Odendaalsrus. Selon le commandant Johan Fouche, les quatre Blancs se seraient rendus dans un bar de la cité, samedi soir, et auraient été attaqués à leur sortie.

Trois des corps ont été re-

trouvés près d'une voiture brûlée, et le quatrième, celui d'un homme qui semble avoir tenté de fuir, a été retrouvé une cinquantaine de mètres plus loin, a-t-il précisé.

Les Blancs de cette région sont considérés comme les plus conservateurs du pays et bon nombre parmi eux s'opposent radicalement aux réformes préconisées par le président Frederik W. de Klerk.

Cependant la police ne pensait pas hier que la tension raciale, extrême à Odendaalsrus et dans la ville voisine de Welkom depuis quelques mois, était à l'origine de ces meurtres, mais évoquait plutôt une cause crapuleuse. Deux personnes ont été interpellées.

Le leader noir de l'ANC, Nelson Mandela, a par ailleurs demandé, de façon urgente, une rencontre avec le gouvernement de Pretoria pour discuter de cette violence.

Enquête au sujet du pape

ABIDJAN (d'après AFP) — Le porte-parole du gouvernement ivoirien, M. Auguste Miremton, a indiqué hier qu'une « enquête policière est en cours » dans l'affaire de la tentative d'assassinat contre le pape révélée vendredi par le président Félix Houphouët-Boigny, à la veille des élections présidentielles du 28 octobre.

Ce porte-parole, ministre des Communications, réagissait ainsi aux critiques du cardinal ivoirien Bernard Yago qui s'était dit « écoeuré » par « l'utilisation politique » de ce complot par le chef de l'Etat.

« A tous les étages de cette révélation, il y a des acteurs religieux » et cette affaire met « en mauvaise position aussi bien le clergé ivoirien que romain et même le clergé béninois », a expliqué le porte-parole.

Selon le cardinal Yago, un des membres de ce réseau se serait confessé auprès de l'évêque de

Cotonou avant de venir solliciter sa protection. Le cardinal a ensuite conduit cet homme « pour sa protection » au domicile du chef de l'Etat ivoirien.

Le président Félix Houphouët-Boigny, 85 ans, avait affirmé vendredi que des partis d'opposition, non nommés, avaient « demandé l'assassinat » du pape à une « équipe d'assassin basée au Ghana ». Un des membres de ce réseau n'a pas « accepté la place qu'il devait occuper dans l'assassinat », selon le président. « Il est aujourd'hui encore chez moi », avait ajouté vendredi le chef de l'Etat.

Bhutto comparait pour la première fois

KARACHI (AFP, AP) — Accompagnée de son mari Asif Ali Zardari, le premier ministre déchu du Pakistan, Benazir Bhutto, a comparu pour la première fois hier devant un tribunal spécial de Karachi, où elle a d'emblée rejeté cette juridiction qui vise, selon elle, à saboter la campagne de son parti en vue des élections générales anticipées prévues dans 25 jours.

Des centaines de militants du Parti du peuple pakistanais (PPP) s'étaient rassemblés devant la cour, sous haute surveillance, pour souhaiter « longue vie au premier ministre Bhutto », élue en novembre 1988 mais limogée le 6 août dernier pour « corruption, abus de pouvoir et incompetence » dans des circonstances encore controversées.

Quatre plaintes ont été officiellement déposées contre Mme Bhutto « au nom du président » Ghulam Ishaq Khan, auteur officiel de l'ordre de dissolution des Assemblées et qui a « cohabité » avec l'ancien premier ministre pendant 20 mois.

Plusieurs de ses ministres ont également été poursuivis pour

« corruption ».

Lors de l'audition d'hier à Karachi, le juge Wahjuddin Ahmed a déclaré qu'il appartenait au plaignant, c'est-à-dire au président, de prouver que Mme Bhutto était coupable.

En attendant, « elle sera considérée comme innocente », a-t-il dit, avant d'annoncer que la prochaine audience aurait lieu le 10 octobre.

Si, à l'issue des procès, Mme Bhutto était reconnue coupable, elle pourrait être empêchée de participer à la vie publique pendant sept ans.

**SACHEZ HYPNOTISER** dès maintenant  
Cours le mercredi soir  
Une leçon par semaine  
RENSEIGNEMENTS: 683-4090  
INSTITUT MEA QUÉBEC  
THERAPIE  
• Un psychologue  
• Un hypnologue

**icasi** Institut canadien des affaires internationales  
Section régionale de Québec  
"La crise du golfe arabo-persique et les enjeux pétroliers"  
Le président de l'Institut canadien des affaires internationales, section de Québec, Robert Trudel, annonce la tenue d'une conférence-rencontre par le professeur Antoine Ayoub sur le thème de "La crise du golfe arabo-persique et les enjeux pétroliers".  
Le professeur Antoine Ayoub  
Fondateur du GREEN (Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles), Antoine Ayoub est professeur d'économie à l'université Laval.  
Vous êtes invités à cette conférence-rencontre  
Le mardi 2 octobre à 17 h  
Musée de la Civilisation - Auditorium 2  
85, Dalhousie, Québec  
L'entrée est libre  
"La crise du golfe arabo-persique et les enjeux pétroliers"

**PARLEZ ANGLAIS AVANT DECEMBRE**  
A PARTIR DE 350\$  
Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.  
Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.  
- COURS DEDUCTIBLE D'IMPÔT  
**BERLITZ**  
5 PLACE QUÉBEC  
529-6161  
© 1990 Centres de Langues Berlitz

**PARTOUT AU QUÉBEC**  
SPÉCIAL sur garage démonstrateur et usage  
Garages en toile et toile synthétique  
Passages — Portiques — Abris d'hiver  
FABRICATION — VENTE — LOCATION — RÉPARATION  
Votre spécialiste en abri d'hiver de tout genre  
A votre service depuis plus de 40 ans  
Estimation gratuite sur demande  
**w.l. inc.**  
w. lecours  
1075, 18e Rue, QUÉBEC G1J 1Y8  
522-8271  
Télécopieur 529-6614

**AVIS DE RENCONTRES PUBLIQUES**  
**EXAMEN DU PROCESSUS D'HOMOLOGATION DES PESTICIDES**  
Le public est invité à participer à une consultation sur l'examen du processus d'homologation des pesticides, qui aura lieu, de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h, le mardi, 2 octobre à l'hôtel Plaza Universel, à Québec.  
**BUT DES RENCONTRES**  
Cette rencontre a pour but de connaître les commentaires du public sur le rapport préliminaire préparé par l'équipe d'examen du système d'homologation des pesticides et intitulé **Système réglementaire fédéral pour la lutte antiparasitaire: une proposition de révision.**  
**CONTEXTE**  
L'équipe d'examen, qui est indépendante du gouvernement fédéral, réunit 12 personnes représentant les utilisateurs agricoles, les consommateurs, les groupes environnementaux, les utilisateurs forestiers, les travailleurs, l'industrie des pesticides, ainsi que les groupes qui s'intéressent à la santé publique. L'équipe a publié son rapport préliminaire en juillet 1990 et soumettra son rapport définitif et ses recommandations au Ministre de l'Agriculture, en décembre 1990.  
**PARTICIPATION**  
L'équipe invite les personnes et les organismes intéressés à participer à cette rencontre publique et à exprimer leurs commentaires sur le rapport préliminaire de l'équipe d'examen.  
Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au:  
Secrétariat  
Examen du processus  
d'homologation des pesticides  
171 rue Slater, pièce 701  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0C5  
(613) 990-1437  
Télécopieur: (613) 990-1625

**RÉSULTATS**  
Loto-Québec  
Tirage du 90-09-29  
Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi  
649  
6 9 12 33 34 48  
No complémentaire: 3  
GAGNANTS LOTS  
6/6 0 4 686 586,90 \$  
5/6+ 18 56 513,80 \$  
5/6 351 2 216,20 \$  
4/6 20 905 71,50 \$  
3/6 392 049 10,00 \$  
VENTES TOTALES: 22 009 564,00 \$  
PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 10 000 000,00 \$  
PROCHAIN TIRAGE: 90-10-03  
Tirage du 90-09-29  
Extra  
Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage  
NUMÉROS LOTS  
5 25 40 100 000,00 \$  
5 25 40 1 000,00 \$  
2 50 40 250,00 \$  
5 40 10,00 \$  
0 2,00 \$  
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**Aucune offre raisonnable refusée**  
**ÉDITIONS ON LIQUIDE**  
MAZDA RX 7  
MAZDA 929S  
MIATA  
B2200  
MPV  
Lée  
**Chatel Automobiles**  
1350, Bouvier, QUÉBEC 628-6336  
NOUS METTONS L'ÉPAULE À LA ROUE

# PRÉSENTATION DES MODÈLES

## HONDA

# 1991



**lundi et mardi  
les 1er et 2 octobre 1990  
de 17 à 21 heures**



Bonne humeur, sandwiches et café seront au rendez-vous!



Civic Hatchback Si



CRX



Prelude SR/ALB



Familiale Accord EX-R



Familiale Civic



Prelude S



Berline Civic LX



Coupé Accord EX-R



**LIQUIDATION**  
de tous nos  
**MODÈLES 1990**  
en inventaire  
**HONDA**

HONDA	PRIX DETAIL SUGGÈRE
Civic Hatchback STD 4 vitesses	9 595 \$
Civic Hatchback CX 5 vitesses	10 695 \$
Civic Hatchback CX 4 vitesses autom.	11 495 \$
Civic Hatchback DX 5 vitesses	12 295 \$
Civic Hatchback DX 4 vitesses autom.	13 295 \$
Civic Hatchback Si 5 vitesses	14 595 \$
Civic Hatchback Si 4 vitesses autom.	14 595 \$
Civic Sedan DX 5 vitesses	13 295 \$
Civic Sedan DX 4 vitesses autom.	14 595 \$
Civic Sedan LX 5 vitesses	14 295 \$
Civic Sedan LX 4 vitesses autom.	15 295 \$
Civic Wagon 5 vitesses	16 095 \$
Civic Wagon 4 vitesses autom.	14 595 \$
Accord Sedan LX 5 vitesses	15 395 \$
Accord Sedan LX 4 vitesses autom.	17 795 \$
Accord Sedan EX 5 vitesses	18 795 \$
Accord Sedan EX 4 vitesses autom.	20 495 \$
Accord Sedan EX-R 5 vitesses	21 495 \$
Accord Sedan EX-R 4 vitesses autom.	22 595 \$
Accord Sedan EX-R ALB 4 vitesses autom.	23 595 \$
Transport et préparation en sus (600 \$)	24 895 \$

**LE SERVICE  
LE PLUS  
OUVERT**

LUNDI AU JEUDI: 8 h à 3 h a.m.  
VENDREDI: 8 h à 17 h

2000, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy

Ste-Foy  
**lallier**  
687-2525

Le concessionnaire  
le plus près de  
vous



GUSTAVE HONNEUR AU MEMBRE

**TOP**

- Moteur 2.3 lit.
- Transmission
- Radio AM-FM électronique
- Essieu glacieux
- 2 miroirs extérieurs électriques
- Pneus radiaux
- Servodirection
- Servofrein
- Sièges baquets
- In Situ
- Suspension
- Traction avant

